

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Samir Amin
Le Monde Arabe dans la longue durée
Le « printemps » arabe ?
Le Temps des Cerises 2015
300 pages, 15 €

Chapitre un

2011 : le printemps arabe ?

Je centrerai (...) les réflexions sur l'Égypte, dont on reconnaîtra sans difficulté le rôle majeur qu'elle a toujours rempli dans l'évolution générale de la région. L'Égypte a été le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger ». Bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIX^e siècle Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe. Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIX^e siècle et ne s'est essoufflée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédivé Ismail, au cours des années 1870. (...) Par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne.

L'Égypte émergente battue a été alors soumise près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation capitaliste / impérialiste de l'époque. (...) L'Égypte, c'est-à-dire son peuple, ses élites, la nation qu'elle représente, n'a jamais accepté ce statut. Ce refus obstiné est à l'origine donc d'une seconde vague de mouvements ascendants qui s'est déployée au cours du demi-siècle suivant (1919-1967). Je lis en effet cette période comme un moment continu de luttes et d'avancées importantes. L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social.

La dictature de Sedki Pacha, dans les années 1930 (abolition de la constitution démocratique de 1923) s'est heurtée au mouvement étudiant, fer de lance à l'époque des luttes démocratiques anti-impérialistes. Ce n'est pas un hasard si, pour en réduire le danger, l'ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s'inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste) wahhabite formulée par Rachid Reda, c'est-à-dire la version la plus réactionnaire (anti-démocratique et anti-progrès social) du nouvel « Islam politique ».

La Seconde Guerre mondiale a, par la force des choses, constitué une sorte de parenthèse. Mais le flux de montée des luttes a repris dès le 21 février 1946, avec la constitution du bloc étudiant-ouvrier, renforcé dans sa radicalisation par l'entrée en scène des communistes et du mouvement ouvrier. Là encore, les forces de la réaction égyptienne soutenues par Londres ont réagi avec violence et mobilisé à cet effet les Frères musulmans qui ont soutenu une seconde dictature de Sedki Pacha, sans parvenir à faire taire le mouvement.

Le nassérisme a substitué à cette lecture que je propose de l'éveil égyptien un discours idéologique abolissant toute l'histoire des années 1919-1952 pour faire remonter la « révolution égyptienne » à juillet 1952. (...) Le nassérisme a alors réalisé ce qu'il pouvait donner : une posture internationale résolument anti-impérialiste (associée aux mouvements panarabe et panafricain), des réformes sociales progressistes (mais non « socialistes »). Le tout, par en haut, non seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique. Le vide créé appelait l'Islam politique à le remplir. Le projet a alors épuisé son potentiel d'avancées en un temps bref – dix années de 1955 à 1965. L'essoufflement offrait à l'impérialisme, dirigé désormais par les Etats-Unis, l'occasion de briser le mouvement, en mobilisant à cet effet leur instrument militaire régional : Israël. La défaite de 1967 marque alors la fin de ce demi-siècle de flux. Le reflux est amorcé par Nasser lui-même, choisissant la voie des concessions à droite – (l' « infitah » - l'ouverture, entendre « à la mondialisation capitaliste ») plutôt que la radicalisation pour laquelle se battaient, entre autres, les étudiants (dont le mouvement occupe le devant de la scène en 1970, peu avant puis après la mort de Nasser). Sadate, qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie.

La période de reflux qui suit (1968-2011) couvre à son tour presque un demi-siècle. L'Egypte, soumise aux exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des Etats-Unis, a cessé d'exister comme acteur régional et international. Dans la région, les alliés majeurs des Etats-Unis – l'Arabie saoudite et Israël – occupent le devant de la scène. Israël peut alors s'engager dans la voie de l'expansion et de sa colonisation de la Palestine occupée, avec la complicité tacite de l'Egypte et des pays du Golfe.

L'Egypte de Nasser avait mis en place un système économique et social critiquable mais cohérent. Nasser avait fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Ce système a assuré une répartition des revenus favorable aux classes moyennes en expansion, sans appauvrissement des classes populaires. Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitants du capital des monopoles impérialistes.

L'apparente « stabilité du régime » que Washington vantait reposait sur une machine policière monstrueuse (1 200 000 hommes contre 500 000 seulement pour l'armée), qui se livrait à des abus criminels quotidiens. Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Egypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agissait là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'Islam politique réactionnaire (le modèle wahhabite du Golfe) dans son système de pouvoir, en lui concédant la gestion de l'éducation, de la justice et des médias majeurs (la télévision en particulier).

Les grèves ouvrières de 2007 – les plus fortes du continent africain depuis 50 ans – la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire, la formation de cercles de protestation démocratique dans les classes moyennes (les mouvements *Kefaya* et du 6 avril) annonçaient l'inévitable explosion – attendue en Egypte, même si elle a surpris les « observateurs étrangers ». Nous sommes donc entrés dans une phase nouvelle de flux des luttes d'émancipation dont il nous faut alors analyser les directions et les chances de développement.

La « révolution égyptienne » en cours illustre la possibilité de la fin annoncée du système « néolibéral », remis en cause dans toutes ses dimensions politiques, économiques et sociales. Ce mouvement gigantesque du peuple égyptien associe trois composantes actives : les jeunes « re-politisés » par leur propre volonté et dans des formes « modernes » qu'ils ont inventées, les forces de la gauche radicale, celles rassemblées dans les classes moyennes démocrates. Les jeunes (environ un million de militants) ont été le fer de lance du mouvement. Ils ont été immédiatement rejoints par la gauche radicale et les classes moyennes démocrates. Les Frères musulmans dont les dirigeants avaient appelé à boycotter les manifestations pendant les quatre premiers jours (persuadés que celles-ci seraient mises en déroute par la répression) n'ont accepté le mouvement que tardivement, lorsque l'appel, entendu par l'ensemble du peuple égyptien, a produit des mobilisations gigantesques de 15 millions de manifestants.

La révolution démocratique à laquelle ils (les jeunes et la gauche radicale) appellent est une révolution démocratique anti-impérialiste et sociale. (...) Les classes moyennes se rassemblent dans l'ensemble autour du seul objectif démocratique, sans nécessairement remettre intégralement en cause le « marché » (tel qu'il est) et l'alignement international de l'Egypte. On ne doit pas ignorer le rôle d'un groupe de blogueurs qui participent – consciemment ou pas – à un véritable complot organisé par la CIA. Ses animateurs sont généralement des jeunes issus des classes aisées, américanisés à l'extrême, qui se posent néanmoins en « contestataires » des dictatures en place. Le thème de la démocratie, dans la version que sa manipulation par Washington impose, domine leurs interventions sur le Net. Ils participent de ce fait à la chaîne des acteurs des contre-révolutions orchestrées par Washington, déguisées en « révolutions démocratiques » sur le modèle des « révolutions colorées » de l'Europe de l'Est. Mais on aurait tort de conclure que ce complot est à l'origine des révoltes populaires. La CIA tente néanmoins de renverser le sens du mouvement, d'éloigner les militants de leurs objectifs de transformation sociale progressiste et de les dévoyer sur d'autres terrains. (...) Il est intéressant de noter à ce propos que nos blogueurs, qui s'expriment en anglais plutôt qu'en arabe (!), partis dans la défense de la « démocratie » - à l'américaine – développent souvent, en Egypte, des arguments destinés à légitimer les Frères musulmans.

L'appel à la manifestation formulé par les trois composantes du mouvement a été rapidement entendu par l'ensemble du peuple égyptien. La répression, d'une violence extrême les premiers jours (plus d'un millier de morts) n'a pas découragé ces jeunes et leurs alliés (qui, à aucun moment, n'ont appelé à leur secours les puissances occidentales comme on a pu le voir ailleurs). Leur courage a été l'élément décisif qui a entraîné dans la protestation à travers tous les quartiers des grandes et petites villes, voire de villages, une quinzaine de millions de manifestants pendant des jours et des jours (et parfois des nuits). Ce succès politique foudroyant a produit des effets : la peur a changé de camp ; Hillary Clinton et Obama ont découvert alors qu'il leur fallait lâcher Moubarak qu'ils avaient soutenu

jusqu'alors, tandis que les dirigeants de l'armée sortaient du silence, refusaient de participer à la relève de la répression – sauvegardant ainsi leur image – et finalement déposaient Moubarak et quelques-uns de ses suppôts majeurs.

L'entrée dans la bataille de la classe ouvrière (environ 5 millions de travailleurs) peut être décisive. Les travailleurs en lutte (à travers de nombreuses grèves) ont fait progresser des formes d'organisation amorcées depuis 2007. On compte désormais plus d'une cinquantaine de syndicats indépendants. La résistance opiniâtre des petits paysans aux expropriations rendues possibles par l'annulation de la réforme agraire (les Frères musulmans ont voté au parlement pour ces lois scélérates, sous prétexte que la propriété privée serait « sacrée » dans l'Islam et que la réforme agraire était inspirée par le diable communiste !) participe également de la radicalisation possible du mouvement. Il reste qu'une masse gigantesque de « pauvres » a participé activement aux manifestations de février 2011 et se retrouve souvent dans des comités populaires constitués dans les quartiers pour « défendre la révolution ». Ces « pauvres » peuvent donner l'impression (par les barbes, les voiles, les accoutrements vestimentaires) que le pays profond est « islamique », voire mobilisé par les Frères musulmans. En fait, leur entrée en scène s'est imposée à la direction de l'organisation. La course est donc engagée : qui des Frères et de leurs associés islamistes (les Salafistes) ou de l'alliance démocratique parviendra à formuler des alliances efficaces avec les masses désorientées, voire à les « encadrer » (terme que je récusé) ?

Cinq partis d'orientation socialiste (le parti Socialiste égyptien, l'Alliance populaire démocratique – une majorité sortie de l'ancien parti du *Tagammu*, le Parti démocratique des travailleurs, le Parti des Socialistes révolutionnaires – trotskiste, et le Parti Communiste égyptien – qui avait été une composante du *Tagammu*) ont constitué en avril 2011 une Alliance des forces socialistes, et se sont engagés à poursuivre, à travers elle, leurs luttes en commun.

Tout comme dans la période de flux des luttes du passé, le mouvement démocratique anti-impérialiste et social se heurte en Egypte à un bloc réactionnaire puissant. (...) Les formes d'accumulation dépendante à l'œuvre au cours des 40 dernières années ont produit l'émergence d'une bourgeoisie riche, bénéficiaire exclusive de l'inégalité scandaleuse qui a accompagné ce modèle libéral-mondialisé ». Il s'agit de dizaines de milliers non pas « d'entrepreneurs inventifs » - comme le discours de la banque mondiale les présente – mais de millionnaires et de milliardaires qui tous doivent leur fortune à leur collusion avec l'appareil politique (la « corruption » est une composante organique de ce système).

Elle constitue le soutien actif de l'insertion de l'Egypte dans la mondialisation impérialiste contemporaine, l'allié inconditionnel des Etats-Unis. Cette bourgeoisie compte dans ses rangs de nombreux généraux de l'armée et de la police, de « civils » associés à l'Etat et au parti dominant (« National démocratique ») créé par Sadate et Moubarak, de religieux (la totalité des dirigeants des Frères musulmans et des cheikhs majeurs de l'Azhar, sont tous des « milliardaires »). Certes, il existe encore une bourgeoisie de petits et moyens entrepreneurs actifs. Mais ceux-là sont les victimes du racket mis en place par la bourgeoisie compradore, réduits le plus souvent au statut de sous-traitants dominés par les monopoles locaux, eux-mêmes courroies de transmission des monopoles étrangers. Dans le domaine de la construction, cette situation est presque généralisée : les « gros » raflent les marchés puis les sous-traitent avec les « petits ». Cette bourgeoisie d'entrepreneurs authentiques sympathise avec le mouvement démocratique.

Les paysans riches ont toujours constitué dans l’Egypte moderne une classe réactionnaire et ils le sont plus que jamais. Ils sont également le soutien majeur de l’Islam conservateur dans les campagnes et, par leurs rapports étroits (souvent de parenté) avec les représentants des appareils d’Etat et de la religion (l’Azhar est en Egypte l’équivalent d’une Eglise musulmane organisée) dominant la vie sociale rurale.

Ce bloc réactionnaire dispose d’instruments politiques à son service : l’armée et la police, les institutions de l’Etat, le parti politique privilégié (une sorte de parti unique de fait) – le Parti national démocratique créé par Sadate -, l’appareil religieux (l’Alzhar), les courants de l’Islam politique (les Frères musulmans et les Salafistes). L’aide militaire octroyée par les Etats-Unis à l’armée égyptienne (1,5 milliards de dollars annuels) n’a jamais été destinée à renforcer la capacité de défense du pays mais au contraire à en annihiler le danger par la corruption systématique, non pas connue et tolérée, mais soutenue positivement, avec cynisme. Cette « aide » a permis aux plus hauts officiers de s’approprier des segments importants de l’économie compradore égyptienne, au point qu’on parle en Egypte de « la société anonyme/armée » (*Sharika al geish*).

Les Frères musulmans constituent la seule force politique dont le régime avait non seulement toléré l’existence, mais dont il avait soutenu activement l’épanouissement. Sadate et Moubarak leur avaient confié la gestion de trois institutions fondamentales : l’éducation, la justice et la télévision. Les Frères musulmans n’ont jamais été et ne peuvent pas être « modérés », encore moins « démocratiques ». Leur chef – le *mourchid* (traduction arabe de « guide » - Führer) est autoproclamé et l’organisation repose sur le principe de la discipline et de l’exécution des ordres des chefs, sans discussions d’aucune sorte. La direction est constituée exclusivement d’hommes immensément riches (grâce, entre autres, au soutien financier de l’Arabie saoudite, c’est-à-dire de Washington), l’encadrement par des hommes issus des fractions obscurantistes des classes moyennes, la base par des gens du peuple recrutés par les services sociaux de charité offerts par la confrérie (et financés toujours par l’Arabie saoudite), tandis que la force de frappe est constituée par les milices (les *baltaguis*) recrutés dans le *lumpen*.

Les Frères musulmans sont acquis à un système économique basé sur le marché et totalement dépendant de l’extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie compradore. Ils ont d’ailleurs pris position contre les grandes grèves de la classe ouvrière et les luttes des paysans pour conserver la propriété de leur terre.

Mais les Etats-Unis ne peuvent avouer que leur stratégie vise à mettre en place des régimes « islamiques » dans la région. Ils ont besoin de faire comme si « cela leur faisait peur ». Par ce moyen, ils légitiment leur « guerre permanente au terrorisme », qui poursuit en réalité d’autres objectifs : le contrôle militaire de la planète destiné à réserver aux Etats-Unis-Europe-Japon l’accès exclusif aux ressources.

La collusion entre les puissances impérialistes et l’Islam politique n’est d’ailleurs ni nouvelle, ni particulière à l’Egypte. Les Frères musulmans, depuis leur création en 1927 jusqu’à ce jour, ont toujours été un allié utile pour l’impérialisme et le bloc réactionnaire local. Ils ont toujours été un ennemi féroce des mouvements démocratiques en Egypte. (...) Washington a armé et financé les Talibans, qualifiés de « héros de la liberté » (« Freedom Fighters ») dans leur guerre contre le régime national populaire dit « communiste » (avant et après l’intervention soviétique). Lorsque les talibans ont fermé les écoles de filles créées par

les « communistes », il s'est trouvé des « démocrates » et même des « féministes » pour prétendre qu'il fallait « respecter les traditions » !

En Egypte, les Frères musulmans sont désormais épaulés par le courant salafiste (« traditionnaliste »), tout également largement financé par les pays du Golfe. Les Salafistes s'affirment extrémistes (wahhabites convaincus, intolérants à l'égard de toute autre interprétation de l'Islam) et sont à l'origine des meurtres systématiques perpétrés contre le Coptes. Des opérations difficiles à imaginer sans le soutien tacite (et parfois davantage de complicité) de l'appareil d'Etat, en particulier de la Justice, largement confiée aux Frères musulmans. Cette étrange division du travail permet aux Frères musulmans de paraître modérés ; ce que Washington feint de croire. Il y a néanmoins des luttes violentes en perspective au sein des courants religieux islamistes en Egypte. Car l'islam égyptien historique dominant est « soufi » dont les confréries rassemblent aujourd'hui 15 millions de fidèles. Islam ouvert, tolérant, insistant sur la conviction individuelle plutôt que sur la pratique des rites (« il y a autant de voies vers Dieu que d'individus », disent-ils).

Le projet de Washington, ouvertement exprimé par Hillary Clinton, Obama et les *think tanks* à leur service, s'inspire du modèle pakistanais : l'armée (« islamique ») dans les coulisses, le gouvernement (« civil ») assumé par un (ou des) parti islamique « élu ». (...) L'Arabie saoudite soutient évidemment avec tous ses moyens (financiers) la mise en œuvre de ce projet. Car Ryad sait parfaitement que son hégémonie régionale (dans le monde arabe et musulman) exige la réduction de l'Egypte à l'insignifiance. Et le moyen est « l'islamisation de l'Etat et de la politique » ; en fait, une islamisation à la wahhabite, avec tous ses effets – entre autres celui de dévoiements fanatiques à l'égard des Coptes et d'une négation des droits à l'égalité des femmes.

Le discours officiel du pouvoir (de Sadate et de Moubarak), parfaitement islamiste (la preuve : l'introduction de la charia dans la constitution et la délégation de pouvoirs essentiels aux Frères musulmans), est également celui de la fausse opposition, la seule tolérée, celle du discours des mosquées.

Indicateurs positifs : il a suffi de quelques semaines de débats libres imposés dans les faits pour voir le slogan « l'islam est la solution » disparaître dans toutes les manifestations au bénéfice de revendications précises sur le terrain de la transformation concrète de la société (liberté d'opinion, de formation des partis, syndicats et autres organisations sociales, salaires et droits du travail, accès à la terre, école et santé, rejet des privatisations et appel aux nationalisations, etc.

Des élections présidentielles et législatives sont prévues pour septembre/octobre 2011. le mouvement démocratique se bat pour une « transition démocratique » plus longue, de manière à permettre à ses discours d'atteindre véritablement les masses désemparées. Mais Obama a choisi dès les premiers jours de l'insurrection : une transition brève, ordonnée (c'est-à-dire sans remise en cause des appareils du régime) et des élections (donnant une victoire souhaitée aux islamistes). Les « élections » comme on le sait, en Egypte comme ailleurs dans le monde, ne sont pas le meilleur moyen d'asseoir la démocratie, mais souvent celui de mettre un terme à la dynamique des avancées démocratiques.

La révolte tunisienne a donné le coup d'envoi et certainement fortement encouragé les Egyptiens. Par ailleurs le mouvement tunisien bénéficie d'un avantage certain : la semi-laïcité introduite par Bourguiba ne pourra sans doute pas être remise en cause par les Islamistes

rentrés de leur exil en Grande-Bretagne. Mais simultanément le mouvement tunisien ne paraît pas être en mesure de remettre en question le modèle de développement extraverti inscrit dans la mondialisation capitaliste libérale.

La Libye n'a jamais vraiment existé comme nation. C'est une région géographique qui sépare le Maghreb et le Mashreq. La frontière entre les deux passe précisément au milieu de la Libye. (...) Le président du Conseil National de Transition n'est autre que Moustapha Mohammed Abdeljalil, le président de la Cour d'Appel de Libye qui confirma la condamnation à mort des cinq infirmières bulgares. Il fut récompensé et nommé ministre de la justice en 2007, poste qu'il conserva jusqu'en février 2011.

Dès l'origine, « le mouvement » a pris en Libye la forme d'une révolte armée, faisant feu sur l'armée, et non celle d'une vague de manifestations civiles. Cette révolte armée a par ailleurs appelé immédiatement l'OTAN à son secours. L'occasion était alors donnée pour une intervention militaire des puissances impérialistes. L'objectif poursuivi n'est certainement ni la « protection des civils », ni la « démocratie », mais le contrôle du pétrole et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement de Khadafi au « libéralisme ». Mais avec Khadafi on n'est jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les Chinois ou les Indiens ? Mais il y a plus grave. Khadafi avait dès 1969 exigé l'évacuation des bases britanniques et états-uniennes mises en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont besoin de transférer *l'Africom* (le commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique. Or l'Union Africaine refuse de l'accepter et jusqu'à ce jour aucun Etat africain n'a osé le faire. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN.

A Bahrein la révolte a été tuée dans l'œuf par l'intervention de l'armée saoudienne et le massacre, sans que les médias dominants n'y aient trouvé à redire. Deux poids, deux mesures, comme toujours.

Chapitre deux

La géostratégie des Etats-Unis en panne
Egypte 2015

*« La Révolution n'a pas changé le régime,
mais elle a changé le peuple. »*

Il est utile de rappeler, pour le lecteur francophone, les faits saillants dont cette histoire est ponctuée, à partir du 25 janvier 2011 (quinze millions de manifestants exigeant le départ de Moubarak ; les Frères musulmans condamnent la manifestation).

28 janvier 2011 : évasion massive des prisons du Caire des Frères musulmans et de détenus de droit commun, libérés par l'intervention de milices du Hamas (les Frères musulmans qui gouvernent Gaza), pénétrés illégalement en Egypte.

11 février 2011 : abdication de Moubarak en faveur du Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) présidé par le maréchal Tantaoui.

Mars 2011 : réforme de la Constitution élaborée par un groupe de juristes désignés par le CSFA, tous proches des Frères musulmans, adoptée à la hâte par référendum.

Octobre/novembre 2011 : élections parlementaires remportées par les Frères (50% des voix exprimées) et les Salafistes (25%).

Avril 2012 : invalidation des élections parlementaires par la Cour Constitutionnelle, pour fraude massive.

Juin 2012 : élections présidentielles dont la date rapprochée avait été décidée par le maréchal Tantaoui, avec l'accord de l'ambassadrice des Etats-Unis (Anne Patterson) et après la libération de Khayrat el Shater (dirigeant suprême de facto des Frères musulmans). De quatre à cinq millions de voix vont à chacun des quatre candidats majeurs : deux Frères Musulmans dont Morsi, Hamdin Sabbahi (nassérien), le général Shafiq (ancien ministre de Moubarak). Au second tour Morsi l'aurait emporté sur Shafiq. C'est du moins ce que l'ambassade des Etats-Unis s'est empressée de déclarer avant même que le Conseil Constitutionnel ne se soit prononcé.

Décembre 2012 et semaines suivantes : coups d'Etat à répétition de Morsi qui effectue des changements arbitraires dans la Constitution, institue un « Conseil Législatif » constitué presque intégralement de Frères Musulmans, désigne les membres d'une Commission (également tous Frères Musulmans) chargée d'élaborer un projet de « Constitution islamique ».

30 juin 2013 : manifestation monstre contre Morsi et le gouvernement des Frères Musulmans (trente millions de participants).

3 juillet 2013 : Abdel Fattah el Sissi, qui a succédé à Tantaoui mis à la retraite par le CSFA, démet Morsi, dissout le Conseil législatif et annule le projet de Constitution islamique.

Décembre 2013 : les Frères Musulmans, interdits, sont déclarés organisation terroriste.

4 janvier 2014 : second référendum constitutionnel : la constitution est approuvée avec plus de 98% des voix exprimées.

Mai/Juin 2014 : élections présidentielles ; Sissi l'emporte avec plus de 95% des voix exprimées, contre son rival Sabbahi.

Mars 2015 : grande conférence économique internationale organisée à Sharm el Sheikh ; objectif : obtenir des participations financières étrangères aux grands projets égyptiens (doublement de la voie du Canal de Suez, exploitation du pétrole et du gaz).

L'Egypte est depuis 2011 fréquemment à la Une des informations internationales. Mais il s'agit le plus souvent de désinformation. Certains faits sont montés en épingle (quelques centaines de manifestants Frères Musulmans sont présentés comme une immense démonstration de force), d'autres cachés (comme la campagne de signatures – vingt cinq millions effectivement collectées – exigeant la démission du Président Morsi ; jamais mentionnée). Mais au-delà de la sélection des « faits », la désinformation concerne l'analyse de la situation et la définition des défis. Le clergé médiatique au service de l'aristocratie financière des puissances de l'OTAN et ses alliés du Golfe (en particulier la chaîne El

Djazireh) dominant la scène. Le discours reproduit *ad nauseam* la même chanson : les concepts et les ambitions du nationalisme – nassérien en l'occurrence – et du communisme relèvent d'un passé irrévocablement révolu, l'époque de la guerre froide ; la démocratie électorale et l'ajustement aux exigences de la mondialisation libérale sont les seuls objectifs réalistes, les seuls porteurs du progrès possible ; les peuples, en particulier ceux des pays musulmans, ont toujours donné et donnent à nouveau plus que jamais, une place prioritaire dans l'expression de leur identité à leurs croyances religieuses (...).

En Tunisie et en Egypte l'explosion généralisée de la colère populaire en 2010 et 2011 était prévisible. Des signes avant-coureurs forts – les grèves des mineurs de Gafsa en Tunisie, les grèves à répétition en Egypte, la première manifestation osée organisée au Caire par *Kefaya* – en annonçaient l'imminence. (...) La diversité des composantes du mouvement de colère générale, l'émiettement des revendications (droits démocratiques, justice sociale) et l'absence – ou la faiblesse extrême – de leur organisation, constituent les raisons évidentes de la réduction de leur revendication à ce stade à un seul objectif : chasser Ben Ali et Moubarak. Les puissances qui soutenaient les régimes en question, soumis aux diktats de la mondialisation libérale imposés par la logique de l'impérialisme dominant de la triade (Etats-Unis – Europe – Japon) ont alors lâché les deux dictateurs, sans pour autant renoncer à annihiler la portée du mouvement. Et pour y parvenir, les Etats-Unis et leurs alliés subalternes européens ont choisi de faire intervenir les Frères Musulmans pour désorienter et récupérer la « révolution ».

L'arc en ciel des courants de l'Islam politique réactionnaire – Frères Musulmans, Salafistes, djihadistes – peut paraître ne constituer qu'une nébuleuse diverse et variée ; et les médias dominants le présentent de cette manière. Je reviendrai plus loin sur le double dénominateur commun qui réunit ces organisations – qualifiées de terroristes pour les unes, d'Islam « démocratique » pour d'autres : 1) leur projet théocratique anti-démocratique par nature ; 2) leur adhésion à la gestion capitaliste néolibérale ultra réactionnaire et antipopulaire du système économique et social, le seul objectif réel poursuivi par la triade impérialiste. On sait – ou on devrait savoir – que les Frères Musulmans ont dans un premier temps pris position contre l'explosion populaire en Egypte, pour s'y rallier par la suite, avec l'accord des Etats-Unis et de l'Europe.

Ayant tiré la leçon de leur surprise première face aux explosions tunisienne et égyptienne, Washington a alors décidé de devancer des mouvements analogues, possibles ou non ailleurs, par, cette fois, l'intervention brutale et directe et la guerre préventive, en Libye et en Syrie, au Yémen ; et l'Islam politique réactionnaire armé a été sollicité à cette fin. Dès le départ de prétendus mouvements de révolte libyens qui en réalité n'étaient ni populaires, ni pacifistes, mais constitués de petits groupes armés, se sont attaqués aux forces de l'ordre (police et armée) ; et, dans la même foulée, le jour même de leur intervention, ont appelé les forces de l'OTAN à leur secours. On sait ce que cela a produit : au-delà de l'assassinat de Khadafi, l'éclatement du pays livré aux seigneurs de guerre et évidemment pas le moindre progrès démocratique. Erreur de calcul des puissances de l'OTAN ? Non stratégie, qui est parvenue à ses fins véritables.

En Syrie où un terrain favorable à l'explosion populaire fermentait depuis le ralliement du régime du Baas tardif à « l'infithah » (la soumission aux exigences de la mondialisation en place), des manifestations pacifistes amorçaient un autre « printemps arabe ». Mais simultanément, et dès le premier jour, les Frères Musulmans et des djihadistes armés

attaquaient les forces de l'ordre et réclamaient à leur tour l'intervention de l'OTAN (et de la Turquie à la fois islamiste et membre de l'OTAN). Ce qui leur a été accordé.

L'allié « islamique » (wahhabite, salafiste, djihadiste) est précieux, parce que son gouvernement de la région condamne ses peuples à l'impuissance. Certes ce modèle de gouvernement despotique à l'endroit de ses sujets demeure aussi incapable d'éviter –les dérapages terroristes dirigés contre « l'Occident ». Mais tout compte fait ces dérapages sont utiles pour la poursuite de la stratégie de destruction des sociétés arabes : ils fournissent l'argument qui donne l'apparence de légitimité aux agressions de l'OTAN et renforce le consensus de « l'opinion », manipulée de cette manière.

L'intervention des Frères Musulmans en Egypte et de Nahda (branche des Frères) en Tunisie a-t-elle, comme on le dit trop souvent sans réfléchir, donné à l'explosion de colère générale la puissance qui lui manquait pour remporter la victoire, c'est-à-dire chasser Moubarak et Ben Ali ? L'analyse des faits conduit à une toute autre conclusion : cette intervention a affaibli le mouvement en le divisant et en permettant aux Etats-Unis et à leurs alliés subalternes européens d'intervenir à leur tour dans le déroulement des la suite des événements.

La dégradation produite par la mondialisation capitaliste contemporaine a entraîné un gonflement prodigieux des activités dites « informelles », qui, en Egypte, fournissent leurs moyens de survie à plus de la moitié de la population (les statistiques disent : 60%). Or les Frères Musulmans sont fort bien placés pour tirer profit de cette dégradation et en perpétuer la reproduction. Leur idéologie simple donne une légitimité à cette économie misérable de marché/de bazar, aux antipodes des exigences d'un développement digne de ce nom. Les moyens financiers fabuleux mis à leur disposition (par le Golfe) permettent de le traduire en moyens d'action efficaces : avances financières à l'économie informelle, charité d'accompagnement (centres de soins et autres). C'est de cette manière que les Frères s'implantent dans la société réelle et la placent sous leur dépendance. Les pays du Golfe n'ont jamais eu l'intention de soutenir le développement des pays arabes, par des investissements industriels par exemple. Ils soutiennent un modèle de « lumpen-développement ».

Dans les périphéries l'épuisement puis la répression de tous les courants historiques du nationalisme populaire a créé un vide que la religion (Islam, Hindouisme, Bouddhisme) ou l'ethnicité (en Yougoslavie, en Afrique et ailleurs) a occupé, sortant des coulisses pour s'installer sur le devant de la scène. Dans ces conditions les balivernes de la dogmatique du libéralisme sont acceptées comme monnaie sonnante et trébuchante par les opinions générales dominantes. Dans le cas de l'Egypte, l'Islam politique réactionnaire a souscrit sans hésitation aux « recettes » des politiques économiques libérales (« vive le marché », nous n'avons rien à dire sur ce sujet, répète-t-il à satiété). Il a ainsi contribué à transférer le centre de gravité du débat du champ des intérêts sociaux et des luttes sociales (luttes de classes, prenant en compte toutes ses complexités concrètes) à celui des questions prétendument théologiques. Mais l'opinion démocratique qui rejette la réponse théocratique (comme l'a montré la manifestation grandiose du 30 juin 2013) est elle-même contaminée par le « virus libéral ». Elle contribue à son tour à transférer le débat du champ économique et social qui commande la réalité à celui du choix abstrait en faveur de la démocratie électorale sans plus.

Les patrons états-uniens ont systématiquement démantelé le système d'éducation de l'Irak, de l'école primaire à l'Université pour ne retenir finalement guère que deux enseignements : la religion et le business. sans même cette intervention brutale et cynique, les

systèmes d'éducation dans tout le monde arabe comme presque partout ailleurs sur la Planète ont été soumis, entre autre par la privatisation, à des réformes qui ont délibérément écarté tous les enseignements « inutiles » - la philosophie, l'histoire, la pensée sociale – indispensables pour la construction d'une société digne de ce nom, de citoyens libres et capables de s'exprimer en termes politiques efficaces.

Une Egypte forte, debout, c'est la fin du triple hégémonisme du Golfe (la soumission au discours de l'islamisation de la société), des Etats-Unis (l'Egypte compradorisée et misérialisée reste dans leur giron) et d'Israël (l'Egypte impuissante laisse faire en Palestine).

Le gouvernement des Frères a démontré dans un temps record son incapacité à s'implanter dans la société. Quelques semaines à peine après leur victoire électorale, le Parlement et le Président perdaient leur légitimité aux yeux de la majorité écrasante des citoyens, y compris ceux qui, par naïveté, avaient voté pour eux. L'arrogance des Frères a certainement contribué à ce retournement des opinions. Morsi pensait pouvoir mettre en place l'Etat théocratique défini par le programme des Frères aussi rapidement que Khomeyni l'avait fait en Iran. Il oubliait que la révolution iranienne avait été conduite par les Islamistes, tandis qu'en Egypte ceux-ci avaient seulement pris le train en marche. Morsi a donc systématiquement démis tous les fonctionnaires responsables pour les remplacer sur el champ par des Frères, généralement incompetents et avides d'enrichissement. Il n'a pas hésité à dire qu'ayant été lu, il en avait le droit ! (...) De surcroît les Frères n'ont pas compris qu'il leur fallait composer avec le CFSA ; ils ont choisi de tenter d'en éliminer immédiatement la présence politique.

En Egypte les élections parlementaires d'octobre 2011 et présidentielles de 2012 ont été tout sauf honnêtes et transparentes. (...) Les deux candidats « acceptables » (...) ont été les seuls à bénéficier de moyens de campagne. Morsi (FM : 24%) et Chafiq (l'armée : 23%). L'authentique candidat du mouvement – Hamdin Sabbahi – qui n'a pas bénéficié des moyens normaux mis à la disposition des candidats, n'aurait obtenu que 21% (chiffre lui-même discutable). Au terme de longues négociations un marché a été conclu pour déclarer Morsi « gagnant » du second tour. L'Assemblée, comme le Président ont été élus grâce à l'organisation massive de la distribution de « cartons » (bourrés de viande, d'huile et de sucre) distribués aux électeurs ayant donné leurs voix aux Islamistes. Il faudrait également mentionner les fraudes massives (bourrage d'urnes par les miliciens des Frères s'emparant de bureaux de vote), l'interdiction faite aux villageois coptes de participer au vote, etc. Néanmoins les « observateurs étrangers » n'avaient pas remarqué ce qui est pourtant la risée de la rue égyptienne.

Dans le cas égyptien, le débat n'a porté que sur les amendements proposés concernant la place de la *Charia* dans la loi : source exclusive, principale ou l'une des sources avec d'autres. L'amendement soumis par référendum en mai 2011 accentuait le caractère islamique de la loi. Il a été combattu par la majorité active des acteurs du mouvement, mais néanmoins adopté, sous la pression des islamistes (ne reculant pas devant la fraude, comme d'habitude) et la neutralité adoptée à son endroit par le Commandement de l'Armée. De surcroît la constitution égyptienne n'est pas seulement une constitution présidentielle du format habituel. Elle interdit aux pouvoirs civils élus tout droit de regard sur les agissements du Conseil Suprême des Forces Armées, toujours donc garant de l'ordre public en dernier ressort.

La dérive constitutionnelle est venue par la suite, sous le règne de Morsi. Le projet constitutionnel fabriqué par les Frères Musulmans devait permettre la mise en place d'un

régime théocratique, inspiré par l'exemple de l'Iran. Il faut savoir que la révolution khomeyniste de 1979 avait été saluée avec enthousiasme par les Frères, en dépit du chiisme iranien. Le projet égyptien prévoyait donc la substitution d'un Conseil des Ulémas à la Cour Constitutionnelle. Ce Conseil aurait bénéficié d'un droit de regard et de veto qui annihilait en fait le partage des pouvoirs. Il était en effet habilité à casser tout projet de loi adopté par les députés si jugé non conforme à son interprétation propre de la charia. De la même manière le Conseil était habilité à casser toute décision de l'exécutif et de l'administration et tout jugement prononcé par un tribunal quelconque. Lorsque donc Sissi annulait ce projet en juillet 2013 il n'a rien fait d'autre que de soutenir l'opinion quasi unanime opposée à cette dérive théocratique.

Le mouvement, qui n'a rien perdu de son engagement ferme dans les luttes pour la démocratie, le progrès social et l'indépendance nationale, s'est donc poursuivi après la farce électorale qui avait donné le pouvoir à Morsi et aux Frères. Il est finalement parvenu à créer les conditions de la chute de Morsi et de ses acolytes et à mettre un terme aux extravagances outrancières du gouvernement despotique des Frères. (...) Tout s'est passé comme si l'objectif final de la « révolution » avait été d'obtenir rapidement des élections. Comme si la source exclusive de légitimité du pouvoir résidait dans les urnes. Mais il y a pourtant une autre légitimité, supérieure – celle de la poursuite des luttes pour le progrès social et la démocratisation authentique des sociétés ! Ces deux légitimités sont appelées à des confrontations sérieuses à venir.

Les Frères ont créé un parti fasciste. Les Frères sont dirigés depuis 1928 par un « Mourchid », un choix de nom inspiré par leur admiration du Duce et du Führer. Celui-ci est choisi par un comité dont les noms des membres sont tenus secrets. La Confrérie prévoit dans ses textes fondateurs la création parallèle d'une « Organisation secrète qui se donne le droit, par exemple, d'incendier les églises. je traduis pour les Européens : connaissez-vous un parti Chrétien démocrate qui se donnerait le droit d'incendier des synagogues ?

La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres.

Les Frères, les salafistes et les djihadistes se partagent les tâches « d'islamisation de la société et de l'Etat ». Les salafistes et les djihadistes disent ouvertement ce que les Frères pensent toujours mais ne disent plus, pour mériter le certificat de démocratie qu'Obama leur a décerné.

Le projet nassérien de construction d'un Etat national développementaliste avait produit un modèle de capitalisme d'Etat que Sadate s'est engagé à démanteler. Les actifs possédés par l'Etat ont donc été « vendus ». A qui ? A des hommes d'affaires proches du pouvoir : officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, commerçants riches (de surcroît soutiens politiques et financiers des Frères Musulmans). Mais également à des Arabes du golfe et à des sociétés étrangères américaines et européennes. A quel prix ? A des prix dérisoires, sans commune mesure avec la valeur réelle des actifs en question. C'est ainsi que s'est introduite la nouvelle classe « possédante » égyptienne et étrangère qui mérite pleinement la qualification de capitaliste de connivence (*rasmalia al mahassib*, terme égyptien pour la désigner). La propriété octroyée à « l'armée » a transformé le caractère des responsabilités

qu'elle exerçait déjà en tant qu'institution de l'Etat. Ses pouvoirs de gestion sont devenus ceux de propriétaires privés. De surcroît dans la course aux privatisations les officiers les plus puissants ont également « acquis » la propriété de nombreux autres actifs d'Etat : chaînes commerciales, terrains et ensembles immobiliers en particulier.

L'avenir reste ouvert, car « si la Révolution n'a pas changé le régime, elle a changé le peuple ».

Ni Moubarak ni Morsi n'ont été éliminés par l'armée. Ils ont été abattus par la colère populaire : des manifestations rassemblant quinze millions de citoyens contre Moubarak, trente contre Morsi. Mais ce mouvement est resté, du début à ce jour, divisé et sans stratégie. le mouvement a été incapable d'associer l'exigence de l'unité d'action et la définition d'objectifs stratégiques d'étapes communs d'une part, et la reconnaissance de la diversité des intérêts sociaux (de classe) propres aux différentes composantes du mouvement d'autre part. Cette incapacité a profité au commandement de l'Armée qui s'est « rallié » (en apparence) au mouvement, a déchu Moubarak puis Morsi, mais pour conserver, lui, le contrôle des rênes du pouvoir.

Les officiers supérieurs et leur CSFA qui ont été systématiquement corrompus par « l'aide américaine » imposeront-ils leur point de vue – poursuivre les politiques de Sadate et de Moubarak ? Ou bien Sissi, comme hier Nasser, osera se séparer d'eux pour s'orienter dans la seule voie qui peut permettre l'émergence de l'Egypte ? Cette hypothèse optimiste mais non irréaliste implique que le mouvement acquiert davantage de maturité dans la formulation de ses trois objectifs indissociables (nouvelle voie de développement au bénéfice du peuple entier, démocratisation, affirmation de l'indépendance nationale), qu'il devienne capable de se fixer des objectifs stratégiques d'étape communs aux différentes composantes sociales du bloc alternatif à celui dirigé par la bourgeoisie compradore.

Une voie nouvelle de développement, seule garante de la justice sociale revendiquée par les grandes majorités d'exclus dans le modèle mis en place, est synonyme de rupture avec le libéralisme économique. Et parce que cette option entre en conflit ouvert avec la logique du système mondialisé dominé par les puissances impérialistes, l'affirmation de l'indépendance nationale est à son tour la condition d'avancées dans cette direction. Il faut donc sortir de « l'amitié » des Etats-Unis et de l'Europe, renoncer à solliciter leur « aide économique », redonner vie à l'esprit de Bandung, ouvrir des négociations avec la Chine et les BRICS pour donner corps à la perspective de reconstruction d'un front du Sud. (...) Pour toutes ces raisons je situe l'objectif de « sortir du libéralisme économique » au cœur du défi.

L'attachement à la démocratie de segments importants du peuple tunisien qui a courageusement inauguré les révoltes arabes n'est pas discutable. Cet avantage incontestable est le fruit de ce que Bourguiba avait semé en son temps en faveur des droits des femmes. De ce fait la révolution tunisienne a été largement soutenue par l'entrée en scène d'une composante féminine considérablement plus visible qu'ailleurs. Pour ma part je vais jusqu'à dire que les avancées démocratiques en Tunisie sont pour une bonne part redevables aux combats des femmes. Autre avantage de la Tunisie : l'existence d'un Syndicat national puissant (l'UGTT) qui avait été à la pointe du combat pour l'indépendance et qui a su, par la suite, maintenir une autonomie réelle, fût-elle relative, en dépit des efforts de Bourguiba puis surtout de Ben Ali visant à la domestiquer ou à en annihiler l'influence. L'UGTT est parvenue de ce fait à devenir l'axe organisé majeur du mouvement populaire. Son combat renouvelé pour la justice sociale doit être mis à l'actif du mouvement tunisien.

Le succès de Nahda, qui n'a surpris que ceux qui le voulaient bien, menaçait à son tour de faire sombrer le pays dans le projet théocratique qui est celui de cette branche locale de l'Internationale des Frères Musulmans. L'objectif du mouvement s'est trouvé alors déplacé – comme en Egypte – et la priorité a été donnée à la mise en échec de ce projet théocratique, en lieu et place de la poursuite des luttes pour la justice sociale, la démocratisation et l'affirmation de l'indépendance nationale. Le prix payé pour faire reculer Nahda a été lourd : à cette fin une pseudo unité nationale a dû être construite, fondée sur le retour en piste des politiciens du régime déchu. Plus que cela l'opération a permis l'intégration de Nahda dans le gouvernement d'unité nationale, de ce fait impuissant face aux exigences de l'économie libérale ouverte à la mondialisation impérialiste.

La société algérienne avait subi, avec la colonisation, des assauts destructifs majeurs. La nouvelle société algérienne, issue de la reconquête de l'indépendance, n'avait plus rien en commun avec celle des époques précoloniales. Elle était devenue une société *plébéienne*, marquée par une très forte aspiration à *l'égalité*. Cette aspiration – avec la même force – ne se retrouve nulle part ailleurs dans le monde arabe, ni au Maghreb (pensez à la force de la tradition archaïque de respect de la monarchie au Maroc !) ni au Mashrek. Par contre l'Egypte moderne a été construite dès la départ (à partir de Mohamed Ali) par son aristocratie, devenue progressivement une « bourgeoisie aristocratique » (ou une « aristocratie capitaliste »).

De ces différences en découle une autre concernant l'avenir de l'Islam politique (ici le FIS), qui a dévoilé sa figure hideuse et a été véritablement mis en déroute. Cela certes ne signifie pas que cette question soit définitivement dépassée. mais la différence est grande avec la situation en Egypte, caractérisée par la convergence solide entre le pouvoir de la bourgeoisie compradore et l'Islam politique des Frères Musulmans. De toutes ces différences entre les deux pays découlent des possibilités différentes de réponses aux défis actuels. L'Algérie me paraît mieux placée (ou moins mal placée) pour répondre à ces défis, dans le court terme au moins. Des réformes économiques, politiques et sociales maîtrisées de l'intérieur me semblent avoir encore leurs chances en Algérie.

Les Etats-Unis savent que leur adversaire majeur est la Chine. Celle-ci a pris l'initiative de conduire sa propre stratégie sur le terrain du développement économique, évitant par là même la course aux armements nucléaires que les Etats-Unis avaient imposé à l'Union Soviétique. (...) La Chine (est) en passe de devenir la première puissance économique mondiale. Les Etats-Unis sont alors contraints de contenir les avancées possibles de leur adversaire majeur par la construction d'un mur d'Etats qui acceptent leur soumission au déploiement de la géostratégie étatsunienne dans la région Asie/Pacifique.

La géostratégie des Etats-Unis s'est donné pour objectif d'annihiler la capacité de résistance éventuelle d'un bon nombre d'Etats, potentiellement dangereux, en premier lieu l'Egypte, l'Irak, la Syrie, l'Algérie et l'Iran. (...) Washington dispose, à cette fin, de quatre alliés : deux alliés inconditionnels (Israël et la Turquie, membre important de l'OTAN), la constellation des Etats arabes du Golfe conduite par l'Arabie saoudite, enfin à l'intérieur même des sociétés concernées l'Islam politique réactionnaire (Frères Musulmans, Salafistes et Djihadistes).

Deux sociétés de la région ont déjà été détruites : celles de la Somalie et la Lybie. Deux pays désormais « effacés de la carte des nations », sans Etat, livrés aux seigneurs de la guerre, en bonne partie djihadistes et acteurs majeurs dans le terrorisme régional. (...) L'Irak

n'existe plus ; quatre caricatures d'Etat ont été mis en place par Paul Bremer (le Gauleiter US) dans l'intention de créer la guerre civile permanente entre Chiites et Sunnites, Arabes et Kurdes. A cette fin les armées étatsuniennes ont protégé ceux qui, par la suite, devaient prendre la direction de Daesh, dont le Khalife lui-même !

Néanmoins le succès de cette géostratégie qui sème la mort, si foudroyant a-t-il été, a produit une situation qui permet à l'Iran de pénétrer la région, en soutenant les Chiites en Iraq et ailleurs. Washington aurait dû le savoir. Et, si nous faisons l'hypothèse (qui est la mienne) que ses dirigeants sont assez intelligents pour l'avoir su, pourquoi donc se sont-ils aventurés de la sorte ? La raison en est que les Etats-Unis pensaient que, dans la foulée, ils pourraient détruire l'Iran à son tour, ce à quoi le Golfe et Israël les encourageaient. L'affaire de la menace nucléaire iranienne a été inventée à cette fin. Mais la résistance de Téhéran, soutenue par la Russie et la Chine, atténuant de la sorte les conséquences des sanctions, a obligé Washington à reculer.

C'est alors que les Etats-Unis ont mis en œuvre leur plan B : affaiblir l'Iran avant de l'attaquer frontalement en détruisant son allié syrien. le « faux printemps syrien » a été inventé à cet effet sur le modèle libyen comme je l'ai dit plus haut. Mais là encore la Syrie, l'Iran, la Russie et la Chine sont parvenus à tenir en échec cette géostratégie. L'armée syrienne ne s'est pas décomposée ; et il a fallu, pour la menace sérieusement, apporter à Daesh le soutien (armes et financement par certains pays du Golfe) sans lequel son Khalifat n'aurait pas vu le jour.

Avec une belle intelligence, Téhéran a compris que son accès éventuel à la production de quelques bombes atomiques (contre plus de deux cents en possession d'Israël) – de surcroît impossible à conserver secret avant que la production ne permette un véritable armement nucléaire de l'Iran – servirait de prétexte pour une agression ouverte, Israël obtenant alors le feu vert pour un bombardement nucléaire de l'Iran. Mais de son côté Washington n'a pas perdu l'espoir d'acheter par ce moyen la classe dirigeante iranienne, l'invitant à opérer dans la région comme un acteur « normal », c'est-à-dire soumis en dernier ressort. (...) L'Iran pourrait persévérer dans son projet de devenir un acteur indépendant dans la région, se rapprochant des BRICS et contraignant Washington à l'accepter comme telle. (...) Le retour accepté de l'Iran en qualité d'acteur dans la région réduit à néant les espoirs du Golfe d'être seul autorisé à exercer le contrôle du détroit d'Ormuz, sous la protection militaire des Etats-Unis.

Chapitre trois

Le Moyen-Orient dans le système mondial ancien

La population de la Chine est de 70 millions d'habitants au moment de l'ère chrétienne (28% de la population du globe à l'époque, 250 millions). Elle s'accroît régulièrement pour atteindre 200 millions en 1700 (toujours 28% de la population mondiale estimée à 680 millions). Entre 1700 et 1800 le mouvement démographique s'y accélère, la population de la Chine passe à 330 millions, qui représentent 35% de la population mondiale, estimée à 950 millions.

La Chine est, tout au long de cette longue histoire, la région la plus avancée sur tous les plans ; elle dispose en moyenne de la plus forte production agricole par tête, du plus grand nombre de villes abritant une population administrative éduquée et artisanale qualifiée, qui est estimée par tous un peu comme le « modèle » : les Européens, quand ils la découvrent au

XVIII^e siècle, qui est le siècle de sa plus grande splendeur, tentent de s'inspirer d'elle. (...) La Chine a, tout au long de cette période, entretenu des relations étroites, continues et denses avec le centre moyen-oriental (hellénistique, puis byzantin et islamique – arabe, persan et turc).

L'Inde constitue le second centre de concentration humaine et de civilisation, après la Chine. Elle démarre très tôt dans la civilisation, au cours du III^e millénaire av. JC, c'est-à-dire à la même époque que l'Égypte et la Mésopotamie, avec laquelle d'ailleurs les civilisations de l'Indus sont peut-être en rapport. (...) mais elle entre en crise (...), en 1800 elle piétine autour de 200 millions, et ne reprendra que plus tardivement, au XIX^e siècle.

Le centre que constitue le Moyen-Orient a connu une évolution historique fort différente de celle de la Chine. En 200 av. JC il a une population équivalente à celle de la Chine (50 millions) et probablement un niveau général de développement au moins égal. Mais au moment de l'ère chrétienne sa population est seulement de 35 millions (contre 70 millions pour la Chine) si l'on retient une définition restreinte de la région (Grèce-Anatolie, Égypte, Syrie-Irak-Iran) et si on lui ajoute l'Italie et le Maghreb qui constituent son prolongement vers l'ouest associé à la construction de l'empire romain, une population de 50 millions. Pour les siècles qui suivent la population du centre moyen-oriental (Byzance puis le Khalifat) reste relativement stagnante. La population des héritiers de l'Empire ottoman à partir de 1500, l'Empire perse et les Emirats et Khanats d'Asie centrale turque, ne dépasse guère 50 millions contre plus de 200 millions pour la Chine et autant pour l'Inde en 1700. Le déclin de la position relative au Moyen-Orient est pratiquement continu depuis l'ère chrétienne, en dépit des moments brillants – mais courts – de ses tentatives de renouveau (l'époque de Justinien, les deux premiers siècles abbassides).

Par contre la position relative du Moyen-Orient dans les temps plus anciens était dominante à l'échelle mondiale. Au cours des deux millénaires qui précèdent l'ère chrétienne sa population représentait peut-être 30% de la population mondiale (qui croît très lentement de 100 à 250 millions au cours de cette période) contre seulement 18% au moment de l'ère chrétienne et 7% en 1700.

L'importance des échanges Chine-Moyen-Orient, bien que déclinante en terme relatif, reste le fait majeur qui caractérise le système des relations entre les régions du monde pré-moderne. Ces transferts de marchandises, de technologies, d'idéologies et de religions ont, par l'intermédiaire du Moyen-Orient, permis la diffusion – notamment vers l'Europe – de la science et des techniques chinoises plus avancées. La voie empruntée, immuable, connue sous le nom de la « route de la soie », sortait de Chine (...) pour ensuite se diriger vers la Perse à travers le sud de l'ex-Asie centrale soviétique (Samarcande-Boukhara-Khiva). La permanence de cette route vitale rend compte de bien des phénomènes peu explicables autrement, comme la pénétration précoce et profonde des religions en provenance du Moyen-Orient, le nestorisme chrétien, le manichéisme après le zoroastrisme (on oublie souvent que l'Asie centrale a été chrétienne avant les tribus germaniques), puis l'Islam (qui fonde immédiatement des bases solides dans cette région – dans le Khorezm) ou de l'Inde (le bouddhisme).

L'Europe n'intervient dans le développement général du système pré-moderne que très tardivement, après l'an 1000. Jusqu'alors elle reste une périphérie attardée et barbare. (...) Le démarrage de l'Europe sera très lent, puisqu'en l'an 1000 l'Europe, Italie incluse, n'a encore guère que 30 millions d'habitants. Ce démarrage se fait néanmoins entre l'an 1000 et 1350 :

sa population passe alors à 80 millions (18% de la population mondiale estimée à 440 millions), pour redescendre à 60 millions en 1400 (par suite de la peste noire), mais atteindre 120 millions en 1700 (18% de la population du monde, 950 millions). L'envolée démographique européenne est amorcée, elle explosera au XIX^e siècle.

Jusqu'en l'an 1000 la productivité de l'agriculture européenne reste largement inférieure à celle des régions civilisées de Chine, d'Inde et du Moyen-Orient, et le continent est encore vide de villes. Le décollage est cependant rapide à partir de l'an 1000 et deux siècles plus tard l'Europe est couverte de villes actives et de monuments qui témoignent de l'ampleur de la croissance du surplus que son agriculture génère. Pour les deux ou trois derniers siècles de la période considérée, qui se clôture en 1492 par l'amorce de l'hégémonie mondiale de l'Europe moderne et capitaliste, l'Europe représente un centre nouveau en gestation d'un poids relatif égal à la moitié de celui de la Chine et déjà le double ou le triple de celui du Moyen-Orient, si l'on accepte l'hypothèse, vraisemblable, de productivités agricoles et de degrés d'urbanisation équivalents.

Périphérie marginale pendant quinze siècles, l'Europe connaît au cours des cinq siècles qui précèdent la révolution capitaliste une progression gigantesque en terme de rythmes. Ce bouleversement s'accroîtra encore davantage dans les deux siècles qui suivent la période étudiée, par la conquête et la façonnement de l'Amérique par l'Europe, inaugurant la transformation d'un système qui n'avait concerné jusque-là que l'ancien monde en un système planétaire total.

Le système capitaliste qui se met en place à partir de 1500 est qualitativement différent du précédent. Il ne s'agit pas seulement de bouleversements dans les positions relatives des régions concernées, au bénéfice de l'Europe. Celle-ci se constitue en centre dominant à l'échelle planétaire, un centre qui se dilatera par l'expansion européenne en Amérique du Nord et par l'émergence du Japon. Le concept de domination qui caractérise désormais le nouveau système mondial n'avait pas d'existence dans le système tributaire antérieur.

Avant la Renaissance, les Européens (de la chrétienté médiévale) se savent « non supérieurs » (en puissance potentielle) aux sociétés avancées de l'Orient, même s'ils croient leur religion « supérieure » (ce que les autres leur rendent bien !). A partir de la Renaissance, ils savent qu'ils ont acquis une supériorité (potentielle au moins) sur toutes les autres sociétés et pourront désormais conquérir à leur profit la planète entière ce qu'ils firent). (...) J'attribue à la prise de conscience de cette supériorité une importance décisive et date, de ce fait, les débuts du capitalisme à l'an 1492.

L'Europe, pour établir à son profit des rapports directs avec le reste du monde, devait briser la position de monopole, d'intermédiaire obligé, dont bénéficiait le monde islamique. De la tentative précoce des Croisades, suivie immédiatement par l'établissement de la route Europe-Chine ouverte par la paix mongole, à l'époque de Gengis Khan, cette hostilité se poursuit jusqu'à nos jours, se traduisant par une attitude particulière – presque névrotique – à l'égard des Musulmans, entraînant à son tour une réponse de même nature en sens inverse. C'est finalement pour briser ce monopole de zone intermédiaire que les Européens se lancent sur les mers.

L'Etat mamelouk, l'avortement de la Nahda, l'Islam politique

Le déclin de la région A est amorcé depuis le 1^{er} siècle du calendrier chrétien, très avant donc sa conquête par les Arabes. Comment alors situer, dans ce déclin, l'étonnant « renouveau » de « l'Islam dans sa première grandeur » - les trois premiers siècles de l'hégire ? Pour ma part je lis ce renouveau comme le dernier « feu d'artifices » (et le chant du cygne) de l'hellénisme. Ce renouveau au demeurant, n'est pas dissociable de la fonction de plaque tournante de la région, encore importante à l'époque, dont l'unification politique par le khalifat facilitera le fonctionnement.

La conquête arabe par elle-même a été ambivalente. Les Iraniens distinguent de ce fait le *fath* (ouverture) islamique du *ghazw* (conquête) arabe ; louent le premier, s'honorent d'avoir mis en déroute le second.

La conquête ottomane, qui unifie à nouveau les Arabes (presque tous), mais sous le joug turc, vient trop tard pour favoriser un second renouveau ; elle est concomitante à la naissance du mercantilisme atlantique, et du transfert du centre de gravité du système nouveau-capitaliste naissant vers les deux rives de l'Atlantique.

L'Etat des Mamelouks, inventé à l'époque de Salah el Dine après sa victoire sur les Croisés, a survécu à la conquête ottomane, dominant de l'Algérie à l'Irak, donc sur l'espace majeur du monde arabe. (...) Les mamelouks sont des hommes de guerre qui tirent leur légitimité d'une certaine conception de l'Islam qui place l'accent sur le contraste Dar El Salam (monde musulman, monde soumis aux règles d'une gestion pacifique) / *Dar El Harb* (monde extra-musulman, lieu de poursuite du Jihad, « guerre sainte »). Ce n'est pas un hasard si ce concept militaire de la gestion politique a été forgé par les conquérants turcs seljoukides puis ottomans, s'auto-qualifiant de « Ghazi », c'est-à-dire de conquérants et de colonisateurs qu'ils furent de l'Anatolie byzantine. Ce n'est pas un hasard si le système des mamelouks a été construit à partir de l' »époque de Salah El Dine, libérateur des terres occupées jusqu'alors par les Croisés. Salah El Dine est toujours évoqué avec une admiration respectueuse par les pouvoirs populistes et nationalistes contemporains, sans que les ravages du système à l'origine duquel il se situe ne soient jamais considérés, même effleurés. A la sortie de Croisades, le monde arabe (devenu turco-arabe) entre dans processus de féodalisation militaire et de repli sur lui-même, qui a été une régression mettant un terme à la civilisation brillante des premiers siècles du Khalifat, alors même que l'Europe amorce sa sortie du féodalisme, s'appêtant à faire la saut dans l'invention de la modernité et à partir à la conquête du monde.

Ce n'est pas un hasard si Mohamed Ali établit son pouvoir centralisé en massacrant les Mamelouks mais pour reconstituer une aristocratie militaro-foncière désormais entièrement soumise à son pouvoir personnel. Les beys de Tunis tenteront d'en faire autant, à plus modeste échelle. Les deys d'Alger n'y parviendront jamais. Le Sultanat ottoman le fera à son tour, intégrant de cette manière ses provinces turques, kurdes et arméniennes d'Anatolie et ses provinces arabes de la Syrie historique et de l'Irak dans un pouvoir « modernisé » de la sorte.

la modernité est fondée sur le principe que les êtres humains, individuellement et collectivement font leur histoire et que pour le faire ils ont le droit d'innover, de ne pas respecter la tradition. (...) La modernité est née avec cette proclamation. Il ne s'agissait pas d'une re-naissance, mais d'une naissance tout court. La qualification de Renaissance que les Européens eux-mêmes ont donné à ce moment de l'histoire est donc trompeuse. Elle est le

produit d'une construction idéologique selon laquelle l'Antiquité gréco-romaine aurait connu le principe de modernité, enseveli pendant le « Moyen-Age » (entre la modernité antique et la nouvelle modernité) par l'obscurantisme religieux. Perception mythique de l'Antiquité qui fonde à son tour l'eurocentrisme, par lequel l'Europe prétend hériter de son passé, « retourner à ses sources » d'où Re-naissance), alors qu'en fait elle opère une rupture avec sa propre histoire.

La naissance concomitante de la modernité et du capitalisme n'est pas le produit du hasard. Les rapports sociaux propres au nouveau système de production que constitue le capitalisme impliquaient la liberté d'entreprise, celle de l'accès aux marchés, la proclamation du droit intangible à la propriété privée (« sacralisée »). la vie économique, émancipée de la sorte de la tutelle du pouvoir politique qui caractérisait les régimes antérieurs à la modernité, s'érige en domaine autonome de la vie sociale, mu par ses propres lois. le capitalisme substitue à la détermination traditionnelle de la richesse par le pouvoir un rapport de causalité inverse faisant de la richesse la source du pouvoir.

La Renaissance européenne était le produit d'une dynamique sociale interne, la solution apportée aux contradictions propres à l'Europe de l'époque par l'invention du capitalisme. Par contre ce que le Arabes ont appelé, par imitation, leur Renaissance – la *Nahda* du XIX^e siècle – ne l'était pas. Elle était la réaction à un choc externe. L'Europe que la modernité avait rendues puissante et conquérante exerçait sur le monde arabe un effet ambigu, à la fois d'attraction (admiration) et de répulsion (par l'arrogance de sa conquête). La Re-naissance arabe prend son qualificatif au pied de la lettre. Elle pense que si, comme les Européens l'auraient fait (c'est ce qu'ils disent eux-mêmes), les Arabes « retournaient » à leurs sources, un moment avilies, ils retrouveraient leur grandeur. La *Nahda* ne sait pas en quoi consiste la modernité qui fait la puissance de l'Europe.

La *Nahda* ne saisit pas ce que signifie la laïcité, c'est-à-dire la séparation entre la religion et la politique, condition pour que la politique devienne le domaine de l'innovation libre, donc de la démocratie au sens moderne. La *Nahda* croit pouvoir lui substituer une relecture de la religion purgée de ses dérives obscurantistes. Et jusqu'à ce jour les sociétés arabes sont mal équipées pour comprendre que la laïcité n'est pas une « spécificité » occidentale, mais une exigence de la modernité. (...) La *Nahda* ne comprend pas que la modernité produit également l'aspiration des femmes à leur libération, exerçant par là même leur droit d'innover, de rompre avec la tradition. La *Nahda* réduit en définitive la modernité à l'apparence immédiate de ce qu'elle produit : le progrès technique. (...) La *Nahda* n'est donc pas le moment de la naissance de la modernité en terre arabe, elle est celui de son avortement.

La modernité qui s'est déployée sous les contraintes limitantes du capitalisme est, de ce fait, contradictoire, promettant beaucoup plus qu'elle ne peut produire et générant de ce fait des espoirs inassouvis. Cette rupture amorcée en Europe au cours des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, n'est en aucune manière « achevée », ni dans ses lieux de naissance, ni ailleurs. L'humanité contemporaine est donc confrontée aux contradictions de cette modernité – la seule que nous connaissions jusqu'ici – qui n'est que la modernité amorcée par l'étape capitaliste de l'histoire. Le capitalisme et sa modernité sont destructeurs de l'être humain, réduit au statut de marchandise porteuse de la force de travail. Par ailleurs la polarisation à l'échelle mondiale que véhicule l'accumulation du capital à cette échelle annule pour la majorité de la population humaine – celle des périphéries du système – toute perspective de satisfaction des besoins que la modernité promet. Pour les grandes majorités cette modernité en question est tout simplement odieuse. Son rejet est donc violent.

Dans les périphéries la posture passéiste procède d'une révolte violente et justifiée, dont elle n'est qu'une forme névrotique et impuissante, parce que tout simplement elle est fondée sur l'ignorance de la nature du défi de la modernité.

En Amérique latine et en Afrique la prolifération de « sectes » obscurantistes d'origine para-protestantes soutenues par les appareils nord-américains pour faire barrage à la théorie de la libération manipule le désarroi des exclus et leur révolte contre l'Eglise officielle conservatrice.

La seule tentative de lecture de l'Islam qui allait dans le sens de l'émancipation fut celle du soudanais Mahmoud Taha. Condamné à mort et exécuté par le pouvoir de Khartoum, Taha n'a été revendiqué par aucun parti de la mouvance islamique, ni « radical », ni « modéré » et n'a été défendu par aucun des intellectuels qui se revendiquent de la « renaissance islamique » ou même seulement expriment le souhait de dialoguer avec ces mouvements.

Mahmoud Taha distingue dans la révélation du Coran les sourates de La Mecque de celles de Médine. Les premières témoignent de la volonté émancipatrice du message, l'aspiration à la liberté et à l'égalité de tous les êtres humains, créés à l'image de Dieu, appelés à combattre en toute circonstance pour s'élever au plus proche de cet idéal. Les secondes par contre répondent au besoin du moment, à l'organisation de la société dans les conditions historiques de l'Arabie de l'époque. Cette interprétation laisse à la société musulmane le droit d'imaginer une évolution de la *charia*, en réponse au défi du temps. La théologie (le *fiqh* en arabe) de la libération de Taha s'oppose à l'interprétation dominante de l'Islam qui attribue à la *charia* mise en œuvre à Médine un caractère transhistorique définitif.

L'Islam politique contemporain n'est pas le produit d'une réaction aux abus prétendus de la laïcité, comme on le dit malheureusement trop souvent. Car aucune société musulmane des temps modernes – sauf dans la défunte Union Soviétique – n'a jamais été véritablement laïque, encore moins frappée par les audaces d'un pouvoir « athée » agressif quelconque. L'Etat semi-moderne de la Turquie kémaliste, de l'Egypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes, s'était contenté de domestiquer les hommes de religion (comme cela s'était souvent produit auparavant) pour leur imposer un discours destiné exclusivement à légitimer ses options politiques.

L'Islam politique propose de parachever une évolution déjà largement entamée dans les pays concernés, visant à rétablir un ordre théocratique sans fard associé à un pouvoir politique de type « mamelouk ». (...) Il n'y a de ce point de vue fondamental, guère de différence entre les courants dits « radicaux » de l'Islam politique et ceux qui voudraient se donner un visage « modéré ».

Les seuls mouvements politiques se réclamant de l'Islam qui sont condamnés sans nuance par les puissances du G7 sont ceux qui s'inscrivent – par la conjoncture locale objective – dans des luttes anti-impérialistes : *Hezbollah* au Liban, *Hamas* en Palestine. Ce n'est pas un hasard.

Chapitre cinq

Le sursaut

L'ère de Bandung et des nationalismes arabes populaires

Le premier moment de « l'éveil des nations arabes » (on peut désormais les qualifier de telles) s'inscrit dans celui de tous les peuples d'Asie et d'Afrique, qui reprennent l'offensive dans le façonnement du monde moderne, dans des conditions favorables créées par les nouveaux équilibres de l'après-Seconde Guerre mondiale.

Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque-là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles. Le succès de Bandung – et non son échec comme on le dit de plus en plus sans réfléchir – est à l'origine d'un bond en avant gigantesque des peuples du Sud, dans les domaines de l'éducation et de la santé, de la construction de l'Etat moderne, souvent de la réduction des inégalités sociales, enfin dans l'ère de l'industrialisation. Sans doute, les limites de ces réalisations – en particulier le déficit démocratique des régimes du populisme national qui ont « donné aux peuples » mais ne leur ont jamais permis de s'organiser par eux-mêmes –doivent-elles être prises en considération sérieuse dans le bilan de l'époque. Le système de Bandung s'articulait aux deux autres systèmes caractéristiques de l'après-Seconde Guerre mondiale, celui du soviétisme (et du maoïsme) et celui du *Welfare State* de la social-démocratie occidentale.

L'effondrement du soviétisme a entraîné également celle du modèle de la social-démocratie, dont les avancées sociales – tout à fait réelles – s'étaient imposées parce qu'elles constituaient le seul moyen possible capable de faire face au « défi communiste ». (...) Le vieux contraste pays impérialistes / pays dominés qui était synonyme de contraste pays industrialisés / pays non industrialisés cédait peu à peu la place à un contraste nouveau fondé sur la centralisation d'avantages associés aux « cinq monopoles nouveaux des centres impérialistes » (le contrôle des technologies nouvelles, des ressources naturelles, des flux financiers, des communications et des armes de destruction massive).

La page de Bandung a été tournée en 1981 à Cancun, lorsque le président Reagan a amorcé son offensive visant à rétablir le leadership des Etats-Unis et de la domination mondiale de ce que j'ai appelé « l'impérialisme collectif de la triade Etats-Unis-Europe-Japon ». L'effondrement de l'URSS en 1990 faisant suite au retournement de la Chine post-maoïste dans les années 1980, constituent certainement les nouvelles dates marquantes, signalant la fin d'une époque et l'amorce d'une transition vers une autre, dont les contours restent indéfinis.

Cette page est aujourd'hui tournée ; mais la « recompradorisation » des classes dirigeantes du Sud s'avère plus fragile qu'il ne pouvait le sembler il y a vingt ans. Et la même question est à nouveau posée : qui fera sortir les peuples et les nations du Sud de l'impasse ? (...) L'Egypte de Nasser, la Syrie et l'Irak baasistes, l'Algérie de Boumediène ont été de 1955 à 1975 des acteurs majeurs dans le déploiement du front des Non-alignés et de son rayonnement en Afrique. La première conférence des mouvements de libération en Afrique s'est tenue au Caire en 1957 ; il en sortira *l'Organisation de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique*. Le projet de *Nouvel ordre économique international* – le chant du cygne des Non-alignés – a été rédigé à Alger en 1974.

A partir de 1990 l'intervention armée des Etats-Unis, devenue réalité, a modifié de fond en comble la nature des défis auxquels les sociétés arabes et autres de la région sont désormais confrontées. Enlisés dans « *l'infitah* » (« l'ouverture » associée à l'illusion pétrolière) les régimes arabes ont perdu la légitimité dont ils avaient bénéficié jusqu'alors. Et dans le vide politique s'engouffre l'Islam politique qui occupe depuis le devant de la scène. 3Le vieux monde se meurt, le nouveau n'est pas encore né ; dans la pénombre se dessinent des monstres » (Gramsci).

L'année 1957 avait été celle du grand chambardement en Egypte, suite à l'échec de l'agression tripartite de 1956. Les capitaux britanniques, français et belges, dominants dans les secteurs industriels et modernes de l'économie, avaient été placés sous séquestre. Qu'allait-on faire ? Deux thèses divisaient le groupe dirigeant des officiers libres : les « égyptianiser » c'est-à-dire en transférer la propriété, avec ou sans paiement réel, au grand capital égyptien privé, qui en fait avait souvent été plus associé que concurrent du capital étranger (le groupe MISR en particulier), ou bien les nationaliser pour créer un secteur public qui permettrait par son importance d'amorcer la planification d'un développement accéléré ? Finalement, Nasser penchant pour la seconde solution, celle-ci fut retenue, avec quelques concessions de forme à la première – en associant ici et là, marginalement, le privé égyptien au nouveau secteur d'Etat.

Le danger était que la direction des entreprises nationales fût distribuée à des clients politiques – officiers en particulier – n'ayant que peu de comptes à rendre, dépendant formellement de différents ministères. A l'incompétence dans la gestion s'ajouterait l'émiettement du contrôle. Finalement un holding d'Etat fut créé en 1957 sous le nom de *Moussassa Iqtisadia* qui choisirait les administrateurs. Mes fonctions dans cette institution m'amenaient à suivre de près la manière dont le nouveau secteur public était géré, à suivre les discussions et les décisions de conseils d'administration des entreprises. Je voyais concrètement comment se constituait la « nouvelle classe », comment les intérêts privés de beaucoup de ces messieurs (il n'y avait que fort peu de dames dans le lot) commandaient trop de décisions, comment les représentants des travailleurs (une innovation du nassérisme, excellente dans le principe) étaient marginalisés, dupés... ou achetés.

L'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, le Yémen du Sud illustrent mieux que d'autres ces avancées suivies de reculs. (...) En Irak, la monarchie « sunnite » d'importation britannique ne pouvait se maintenir qu'en renonçant à son indépendance réelle. Le Parti communiste irakien était alors en mesure de gagner les cœurs des masses chez les Kurdes et les Arabes chiites, de gagner les esprits de toute la classe éduquée, en particulier évidemment chez les étudiants mais aussi dans de larges segments des classes moyennes urbaines nouvelles (professions, officiers de l'armée).

Au Yémen du Sud les Britanniques avaient renforcé – voire créé de toutes pièces quand nécessaire – un émiettement pseudo féodal soumis. Partagé les pouvoirs locaux apparents en une multitude de « *mashiakhas* » (domaines de « *Cheikhs* » ou prétendus tels), de sultanats et émirats (réduits à une bourgade et trois villages), réservant à l'administration coloniale directe le port d'Aden. Le mouvement communiste (unifié sous le nom de Parti socialiste) n'a pas eu de difficulté à rassembler toutes les composantes de la société moderne (travailleurs du port, étudiants, classes moyennes urbaines) sous le drapeau : « abolition des structures mises en place par les Britanniques, unité, libération, socialisme ».

Au Soudan, le Parti communiste est parvenu à réussir une conquête exceptionnelle de toute la société moderne du pays : les syndicats ouvriers (en partant des chemins de fer) qui, quoique évidemment « minoritaires » dans la société, n'en représentaient pas moins une force importante non par elle-même mais par le rôle qu'elle remplit pour le peuple tout entier, par sa défense des droits sociaux des travailleurs et des droits démocratiques à l'organisation des classes populaires par elles-mêmes ; les paysans des régions modernisées par l'irrigation, incorporées dans le capitalisme d'une manière plus directe ; les organisations de femmes en lutte contre l'oppression patriarcale ; les jeunes scolarisés et les étudiants ; les professions organisées en syndicats par le Parti ; et même un bon nombre d'officiers de l'armée.

Les partis communistes de ces quatre pays sont parvenus à ouvrir des avancées révolutionnaires remarquables : en Afghanistan et au Yémen ils ont conquis le pouvoir d'Etat, en Irak et au Soudan ils n'ont pas été loin d'y parvenir.

Le Parti communiste d'Afghanistan (en fait deux partis en un : *Parcham* – le Drapeau, *Khalq* – le Peuple) n'est pas parvenu au pouvoir par un coup d'Etat militaire fabriqué par Moscou (sur le modèle des coups de la CIA) comme on le croit, hélas, dans l'opinion occidentale. Il s'est emparé du pouvoir déliquescents de la monarchie ; les quelques officiers communistes qui ont « envahi » le palais n'ont pas mis en place leur dictature, mais ouvert la voie au pouvoir exercé par le Parti. Moscou n'y était pas pour grand chose au départ ; Moscou se satisfaisait parfaitement de la monarchie « neutraliste » en politique internationale. Mais l'un des segments du PC estimait que, face à l'agression (militaire) des Etats-Unis, prévisible et inévitable (ce qui était indiscutablement un jugement correct), le soutien soviétique s'imposait. L'autre segment du Parti estimait que ce soutien ne renforcerait pas la capacité du pays à résister victorieusement à l'impérialisme, mais au contraire risquait de compliquer la tâche.

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la république dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entreprise était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être impopulaire. (...) L'invitation à l'intervention que certaines fractions ont adressée aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste moderniste.

Au Yémen du Sud le Parti (ici officiellement « socialiste ») s'est constitué à partir de cinq groupes communistes d'origines diverses, qui ont compris qu'il leur fallait fusionner (tout en gardant leur personnalité propre). Les Britanniques qui avaient décidé d'octroyer une fausse indépendance à leurs colonies (Aden, les Emirats de la Côte des Pirates), avaient développé un plan garantissant le transfert « pacifique » du pouvoir aux féodalités (émirats et autres) dont ils avaient renforcé les pouvoirs durant la période coloniale. Le plan de Londres a fonctionné sans accroc sur la côte du Golfe, produisant les « Emirats Arabes Unis ». Le Parti socialiste du Yémen du Sud, n'a pas joué le jeu, mais est parvenu à mobiliser tous les éléments dynamiques de la société autour du mot d'ordre : indépendance réelle, abolition des

systèmes d'oppression politiques prétendus « traditionnels », justice sociale. Sa radicalité a payé : ce sont les forces qu'il a mobilisées qui sont entrées dans Aden, puis dans l'ensemble des chefs-lieux du pays. Ces forces ont même court-circuité un concurrent soutenu par Nasser et le régime du Yémen du Nord.

En Irak la chute de la monarchie en 1958 n'a pas davantage été le produit d'un « coup d'Etat militaire ». L'intervention d'un groupe d'officiers (dont des communistes, mais aussi des nationalistes progressistes) ne venait que couronner des luttes de masses imposantes, dans lesquelles le Parti communiste jouait un rôle décisif (en coopération avec d'autres organisations arabes et kurdes, progressistes à des degrés divers). Le Baas et les Frères Musulmans ont été remarquablement absents dans ces luttes. Le régime, présidé par Abdel Karim Kassem, était de ce fait assis sur une alliance politique qui rassemblait le Parti communiste, les mouvements progressistes kurdes et les nationalistes (indépendants du Baas).

Au Soudan la puissance du Parti communiste dans la société civile « moderne » (ouvriers, paysans de la *Gezira*, étudiants, femmes, professions et armée) explique que la dictature du Général Aboud (soutenue par les Britanniques) ait été battue non pas par un « contre coup d'Etat militaire », mais par un mouvement de masse gigantesque (les officiers ayant à leur tour refusé de réprimer). Hauts et bas de la longue lutte qui a suivi, caractérisée par la mobilisation des partis traditionnalistes obscurantistes et dévoués au pouvoir colonial (*Ansar* et *Ashiqqa*) leur soutien à peu près inconditionnel par les Frères musulmans et les diplomates de l'Egypte nassérienne et de la Libye de Khadafi. (...) Les « victoires » de ce bloc réactionnaire ont toujours été limitées et fragiles, le Parti communiste parvenant chaque fois à remonter la pente et à le faire reculer. Le Parti communiste n'a pas tenté un coup d'Etat militaire (qui lui fut fatal) comme on le dit. Le Général Nimeiry avait lui été mis en place par un coup militaire, soutenu par l'alliance réactionnaire, les diplomates égyptienne et libyenne, les Frères musulmans, les Etats-Unis et le Grande-Bretagne. Mais dans l'armée elle-même tous les officiers n'étaient pas partisans de ce coup. Ce sont eux (des officiers communistes et proches d'eux, des nationalistes progressistes) qui ont, sans difficulté, isolé (et mis aux arrêts) Nimeiry. Derrière ce succès se profilait le retour d'un pouvoir civil démocratique, la place du Parti communiste dans celui-ci se trouvant renforcée. Un troisième contre coup militaire réactionnaire (avec cette fois l'intervention directe des puissances étrangères et de Khadafi) a annulé la perspective démocratique.

La démocratisation est un processus, qu'on ne saurait réduire à une formule statique et définitive, comme celle que représente la « démocratie représentative » contemporaine généralement proposée (pluripartisme, élections, droits de l'homme). La démocratisation concerne tous les aspects de la vie sociale, et non exclusivement la gestion de la dimension politique de celle-ci. Elle concerne tous les rapports entre les individus, au sein de la famille, sur les lieux de travail, dans les rapports de ceux-ci avec les décideurs économiques, administratifs et politiques. Ces rapports sont simultanément des rapports individuels et collectifs (ces rapports de classe sont largement des force inégaux dans les sociétés contemporaines). La démocratisation implique qu'on associe et non dissocie la démocratie politique et le progrès social. La démocratisation implique néanmoins et tout également la reconnaissance et la définition des droits de l'individu, leur formulation en termes droits juridiques, la garantie institutionnelle de leur respect réel. La liberté individuelle de l'être humain de toutes les formes d'oppression sont inséparables de l'exercice du pouvoir par le peuple (*people's empowerment*). Il n'y a pas de société avancée sans intégration des droits de l'individu dans ceux des collectifs de travailleurs et du peuple ?

L'idéologie dominante associe « démocratie » et « liberté des marchés » (c'est-à-dire en fait capitalisme) et les prétend indissociable : pas de démocratie sans marché, donc pas de socialisme démocratique concevable. Il ne s'agit là que d'une formulation idéologique – au sens vulgaire et négatif du terme – tautologique, qui suppose qu'on ait réduit le concept de démocratie à celui de son modèle tronqué étasunien.

Au demeurant l'histoire du capitalisme réellement existant comme système mondialisé démontre que même cette démocratie tronquée n'a jamais constitué que l'exception et non la règle. Dans les centres du capitalisme eux-mêmes, les progrès de la démocratie représentative ont toujours été le produit des luttes populaires, retenues aussi longtemps que possible par les tenants du pouvoir (les propriétaires). Cela est un fait incontestable qu'il s'agisse d'élargissement du suffrage (le suffrage universel est récent), du renforcement des pouvoirs législatifs face aux privilèges des rois, des aristocraties associées et du haut commandement militaire, du recours à la « proportionnelle », d'inclusion dans les droits de limites à la liberté des propriétaires (droit du travail, sécurité sociale, etc.). A l'échelle du système capitaliste mondial – l'unité véritable dans laquelle se meut le déploiement du capitalisme – l'association démocratie (tronquée)/capitalisme est encore plus visiblement sans fondement réel. Dans les périphéries intégrées dans le capitalisme mondial réel, la démocratie n'a jamais – ou presque – été à l'ordre du jour du possible, ou même souhaitable pour le fonctionnement de l'accumulation capitaliste.

Dans ces conditions les avancées démocratiques dans les centres, si elles ont bien été le produit des luttes des classes populaires concernées, n'en ont pas moins été largement facilitées par les avantages des sociétés concernées dans le système mondial. Marx attendait des effets positifs du suffrage universel : la possibilité d'une transition pacifique au socialisme. L'histoire n'a pas confirmé ses espoirs. car le suffrage universel opérait ici dans les sociétés gangrenées par l'idéologie nationaliste/impérialiste et les avantages réels qui lui sont associés.

La Révolution russe procède aux grandes réformes qui conditionnent une évolution socialiste et démocratique possible : la réforme agraire, l'expropriation des capitalistes. La dérive étatique est ultérieure. Mais c'est sans doute la Révolution chinoise qui avait posé les principes d'une « démocratie populaire » (rien à voir avec la pratique des « démocraties populaires » de l'Europe de l'Est) porteuse d'avancées sociales et démocratiques réelles, définissant une étape de la longue transition au socialisme démocratique.

La démocratie, aujourd'hui en recul, dans le monde ne peut avancer qu'à la condition de prendre les formes d'une démocratie sociale institutionnalisée. Le capitalisme des oligopoles est l'ennemi de la démocratie, fût-elle bourgeoise. D'une manière générale dans le cadre en place du capitalisme mondialisé, la démocratie (même dans ses formes tronquées) n'est pas en progrès – réel ou même potentiel – mais au contraire en recul, menacée de perte de légitimité et de crédibilité. « Le marché décide de tout, le Parlement (quand il existe) de rien ». De surcroît la guerre conduite « contre le terrorisme » sert, comme on le sait, de prétexte pour réduire les droits démocratiques, pour le plus grand profit du pouvoir de la ploutocratie, forme nouvelle de celui de la bourgeoisie financière du capitalisme sénile. Les peuples risquent alors d'être attirés par l'illusion des replis « identitaires » (para-ethniques et/ou para-religieux), anti-démocratiques par essence, qui les enferment dans l'impasse.

Dans les pays du Sud, les partis communistes loin d'avoir été « anti-démocratiques » par nature (« totalitaires » répètent les propagandes occidentales) ont constitué au contraire les

forces les plus démocratiques des sociétés concernées, en dépit des limites de leurs pratiques (dites de « centralisme démocratique » etc.).

Le coup de génie des diplomaties de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait dès le départ le démantèlement de l'Union Soviétique et la reconquête des pays de l'Europe de l'Est. Un choix qui remonte aux années 1970 et s'est progressivement cristallisé dans la mise en place de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe – sigle CSCE – puis la signature de *l'Acte final* à Helsinki en 1975.

Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la « question démocratique » était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes soviétiques n'étaient certainement pas « démocratiques », quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'alliance atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto-qualifier de « démocratiques », quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction capitaliste. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur. Ce discours démocratique devait alors être progressivement substitué à celui que tenaient les Soviétiques et leurs alliés, celui de la « coexistence pacifique » associée au « respect » des pratiques politiques des uns et des autres et au principe de « non ingérence » dans leurs affaires intérieures.

On pourrait faire observer que le discours « démocratique » des pays de l'Alliance atlantique est récent. Car à l'origine l'OTAN s'est parfaitement accommodé de Salazar, des généraux turcs et des colonels grecs. A la même époque les diplomaties de la triade ont soutenu (et souvent mis en place) les pires dictatures que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont connues. Au départ le nouveau discours démocratique n'a été adopté qu'avec beaucoup de réticences. Beaucoup des responsables politiques majeurs de l'alliance atlantique en voyaient les inconvénients, gênants pour la « *real-politik* » de leur préférence. Il a fallu carter à la présidence des Etats-Unis (un peu comme Obama aujourd'hui) pour faire comprendre que le sermon « moral » sur le thème démocratique était porteur. Il a fallu Mitterrand en France pour rompre avec la tradition gaulliste de la « coupure » imposée en Europe par la stratégie de la guerre froide prônée par les Etats-Unis. Il a fallu Gorbatchev en URSS pour ne pas comprendre que le ralliement à ce discours n'était porteur que de catastrophe garantie.

Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la « question démocratique ». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l'Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique. Même à l'égard de la Russie de Poutine on tient le même discours. L'objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie ? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d'imposer aux pays réfractaires « l'économie de marché », ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste et de soumettre les pays en question au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d'avancer dans la réponse à la « question démocratique ».

Les chances d'avancées démocratiques dans les pays pratiquant, au moins à l'origine, le « socialisme réellement existant » auraient été bien meilleures, dans le moyen terme sinon dans l'immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s'y développer par elle-même (...). Au demeurant le thème « démocratique » n'est invoqué que contre les pays récalcitrants à l'ouverture libérale mondialisée. Pour les autres on est moins regardant à l'endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L'Arabie Saoudite, le Pakistan en donnant de beaux exemples. Mais tout également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d'autres. Au mieux d'ailleurs la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluraliste électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des oligopoles) exige et produit. la formule a déjà largement décrédibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l'adhésion à des illusions passéistes religieuses et ethnicistes. Il est donc nécessaire plus que jamais de renforcer la critique de gauche *radicale* (je souligne radicale, pour la distinguer de la critique de gauche, confuse et vague).

Chapitre six

La dérive

Du projet national populaire à la recompradorisation

la place que le Moyen-Orient contemporain occupe dans le nouveau système mondial n'est plus ni celle de « plaque tournante », ni même celle qu'il occupait dans el système colonial antérieur au moment du sursaut national populaire. la fonction essentielle assignée à la région (arabe et au-delà) est d'être un pourvoyeur majeur de pétrole. Accessoirement les « marchés » ouverts par le consumérisme des classes moyennes, mais surtout les importations (inutiles) d'armements (notamment par les pays du Golfe, appelés à ne jamais s'en servir !), comme les placements des excédents financiers de ce même Golfe sur le marché financier contrôlé par les Etats-Unis, peuvent avoir quelque intérêt pour le capital des monopoles généralisés. beaucoup plus importante est la fonction géographique de la région (la géographie compte !) qui en fait la base stratégique prioritaire du projet de Washington de contrôle militaire de la planète.

L'accès au pétrole à bon marché est vital pour l'économie de la triade dominante ; et le meilleur moyen de voir cet accès garanti consiste, bien entendu, à s'assurer le contrôle politique de la région. Mais la région tient son importance tout également à sa position géographique, au centre de l'Ancien Monde, à égale distance de Paris, Pékin, Singapour, Johannesburg. Après la Seconde Guerre mondiale, la région, située sur le flanc sud de l'URSS, occupait de ce fait une place de choix dans la stratégie d'encerclement militaire de la puissance soviétique. Et la région n'a pas perdu son importance, en dépit de l'effondrement de l'adversaire soviétique ; en s'y installant les Etats-Unis parviendraient simultanément à vassaliser l'Europe, dépendante pour son ravitaillement énergétique, et à soumettre la Russie, la Chine et l'Inde à un chantage permanent assorti de menaces d'interventions militaires si nécessaire.

Les efforts déployés avec continuité et constance par Washington depuis 1945 pour s'assurer le contrôle de la région – et en exclure les Britanniques et les Français – n'avaient jusqu'ici pas été couronnés de succès. (...) La raison en est que tout simplement le projet du populisme nationaliste arabe (et iranien) entrain de plein fouet en conflit avec les objectifs de

l'hégémonisme américain. Les Soviétiques ont rapidement compris qu'en apportant leur soutien à ce projet ils tiendraient en échec les plans agressifs de Washington.

Les Etats-Unis opèrent au Moyen-Orient en étroite collaboration avec leurs deux alliés fidèles – la Turquie et Israël. Ce dernier est un allié véritablement inconditionnel, la Turquie qui l'était également ne l'est sans doute plus tout à fait. L'Europe s'est tenue à l'écart de la région, acceptant que les Etats-Unis y défendent seuls les intérêts vitaux globaux de la triade, c'est-à-dire son ravitaillement en pétrole. (...) L'alliance renouvelée avec un Islam politique dit « modéré » (c'est-à-dire capable de maîtriser la situation avec suffisamment d'efficacité pour interdire les dérives « terroristes » - celles dirigées contre les Etats-Unis et elles seules bien entendu - constitue l'axe de l'option politique de Washington, au demeurant sa seule option possible. L'alliance avec l'autocratie archaïque du système saoudien sera maintenue contre vents et marées.

Le déploiement de l'agression a placé les pays et nations situés sur la ligne de front (l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, la Syrie, l'Iran) dans la situation particulière de pays détruits (les trois premiers) ou menacés de l'être (la Syrie et l'Iran). La diplomatie armée des Etats-Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du Koweït en 1990, puis après le 11 septembre exploité à cette fin par Bush Jr avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répéter un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple. L'Irak possède dans son sous-sol une bonne part des meilleurs ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les Etats-Unis se sont donnés le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

Le projet de domination des Etats-Unis – l'extension de la doctrine Monroe à la planète entière – est démesuré. Ce projet, que j'ai qualifié pour cette raison *d'Empire du chaos* dès l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991, sera fatalement confronté à la montée des résistances grandissantes des nations qui n'accepteront pas de s'y soumettre. Les Etats-Unis seront alors appelés à se comporter comme l'« Etat voyou » par excellence, substituant au droit international le recours à la guerre permanente (amorcée au Moyen-Orient, mais qui vise, au-delà, la Russie et l'Asie), glissant sur la pense fasciste (la « loi patriotique » a déjà donné à leur police vis-à-vis des étrangers des pouvoirs inacceptables dans une démocratie normale).

Les exemples de « deux poids, deux mesures » - nombreux et évidents – démontrent que cette utilisation (de la démocratie) est parfaitement cynique : l'outil est mobilisé face à un adversaire qu'on veut affaiblir, rangé s'il s'agit d'un allié. D'ailleurs le concept dominant à l'heure actuelle est celui de la *good governance* pour utiliser le jargon franglais à la mode, c'est-à-dire le concept de gouvernabilité acceptable. C'est hélas un concept très pauvre qui réduit la démocratie au multipartisme, aux élections formelles et au respect d'un certain nombre de droits élémentaires individuels, sans aucune reconnaissance des droits sociaux, individuels et collectifs, du droit au travail, à l'éducation, à la santé, du droit à la liberté de mouvement, à l'intérieur comme à l'extérieur de son propre pays. Or les droits constituent un tout dont les parties sont inséparables. S'ils ne sont pas accompagnés des autres droits, les droits politiques deviennent des instruments qui peuvent être et qui sont manipulés, et par conséquent font reculer la cause de la démocratie parce qu'ils détruisent sa crédibilité auprès des peuples eux-mêmes.

Les Européens envisagent comme hautement probable la constitution de gouvernements islamiques dans toute la région. Leur préoccupation est alors que l'islam politique au pouvoir reste modéré, c'est-à-dire se dissocie des courants extrémistes terroristes. Leur préoccupation est alors que l'islam politique au pouvoir reste modéré, c'est-à-dire se dissocie des courants extrémistes terroristes. Les gouvernements islamistes (formule Frères musulmans) seraient capables, pense-t-on en Europe, de contrôler leurs frontières et donc de figer leurs populations à l'intérieur de celles-ci, réduisant les flux migratoires. De surcroît l'option modérée considérée est jugée capable de joindre l'islam à la démocratie, sur le modèle turc. L'examen du degré de réalisme de cette hypothèse est évacué. Or on peut penser que la formule islam « modéré » (nous dirions islam « docile »), parce qu'elle s'inscrit dans la soumission aux exigences de la gestion capitaliste libérale mondialisée de la vie économique est appelée à dissocier la démocratie (si elle existe) du progrès social, et, de ce fait, ne peut stabiliser les sociétés soumises à cette formule.

Les programmes d'ajustement structurel, la dette extérieure, les politiques de privatisation ont produit dans l'ensemble des pays du Sud une dégradation des conditions sociales pour les majorités populaires. En particulier l'accélération de la désintégration programmée des sociétés paysannes a fabriqué plus de 200 millions de « travailleurs en mouvement » (pressions migratoires transfrontalières) et plus de 500 millions si l'on inclut les mouvements internes aux pays concernés (migrations campagnes/villes bidonvillisées).

Dans les sociétés opulentes du Nord une réaction égoïste, systématiquement orchestrée par les pouvoirs et les médias, s'emploie à faire accepter les objectifs de la défense prioritaire des avantages dont bénéficient les pays impérialistes (l'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète en particulier). Ces objectifs sont accompagnés de discours et de pratiques destinés à en masquer la violence : interventions « humanitaires », défense des « droits de l'homme » et de la « bonne gouvernance », lutte contre la « pauvreté ». Les projets développés par l'Europe pour les pays arabes ne sortent pas de ce cadre. Dans les sociétés du Sud – en particulier ici dans le monde arabe – ces réactions restent encore largement enfermées dans les illusions de replis passésistes.

La guerre de 1967, planifiée en accord avec Washington dès 1965, poursuivait plusieurs objectifs : amorcer l'effondrement des régimes nationalistes populistes, briser leur alliance avec l'Union soviétique, les contraindre à se repositionner dans le sillage américain, ouvrir des terres nouvelles à la colonisation sioniste. Dans les territoires conquis en 1967, Israël mettait en place un système d'apartheid inspiré de celui de l'Afrique du Sud. Israël a donc besoin, pour poursuivre son projet, que le monde arabe demeure aussi faible que possible, sur tous les plans. C'est ici que les intérêts du capital dominant mondialement rejoignent ceux du sionisme. L'alliance entre les puissances occidentales et Israël est fondée sur le socle solide de leurs intérêts communs. Cette alliance n'est ni le produit d'un sentiment de culpabilité des Européens, responsables de l'antisémitisme et du crime nazi, ni celui de l'habileté du « lobby juif » à exploiter ce sentiment. Si les puissances occidentales pensaient que leurs intérêts étaient mal desservis par l'expansionnisme colonial sioniste ils trouveraient rapidement les moyens de surmonter leur « complexe » et de neutraliser le « lobby juif ». Je n'en doute pas, n'étant pas de ceux qui croient naïvement que l'opinion publique dans les pays démocratiques tels qu'ils sont impose ses vues aux pouvoirs. On sait que l'opinion, « ça se fabrique » aussi. Israël est incapable de résister plus que quelques jours à des mesures (même modérées) d'un blocus qu'on lui imposerait comme celui que les puissances occidentales ont infligé à la Yougoslavie, à l'Irak, à Cuba. Il ne serait donc pas difficile de

mettre Israël à raison et de créer les conditions d'une paix véritable, si on le voulait. On ne le veut pas.

L'opinion publique arabe demeure largement incapable de comprendre la dynamique de l'expansion capitaliste mondiale, encore moins d'y identifier les contradictions et faiblesses véritables. N'entend-on pas dire et répéter que « les Occidentaux comprendront à la longue que leur intérêt même est d'entretenir de bonnes relations avec les deux cents millions d'Arabes – leurs voisins immédiats – et à ne pas sacrifier ces relations à leur soutien inconditionnel à Israël » ? C'est implicitement penser que les « Occidentaux » en question (c'est-à-dire le capital dominant) souhaitent un monde arabe modernisé et développé, et ne pas comprendre qu'ils veulent au contraire le maintenir dans l'impuissance et que pour cela leur soutien à Israël leur est utile.

L'option faite par les gouvernements arabes – à l'exception de la Syrie et du Liban – qui les a conduits par les négociations de Madrid et d'Oslo (1993) à souscrire au plan américain de prétendue « paix définitive », ne pouvait donner d'autres résultats que ceux qu'elle a donnés : encourager Israël à avancer ses pions dans son projet expansionniste. En rejetant aujourd'hui ouvertement les termes du « contrat d'Oslo », Ariel Sharon a démontré seulement ce qu'on aurait dû comprendre plus tôt – à savoir qu'il ne s'agissait pas d'un projet de « paix définitive », mais d'ouvrir une étape nouvelle à l'expansion coloniale sioniste.

L'état de guerre permanente qu'Israël et les puissances occidentales qui soutiennent son projet imposent dans la région constitue à son tour un motif puissant permettant aux systèmes arabes autocratiques de se perpétuer. Ce blocage d'une évolution démocratique possible affaiblit les chances d'un renouveau arabe et fait donc l'affaire du déploiement du capital dominant et de la stratégie hégémoniste des Etats-Unis. La boucle est bouclée : l'alliance israélo-américaine sert parfaitement les intérêts des deux partenaires. La bataille pour la démocratie et le progrès social dans le monde arabe ne passe donc pas par l'alignement sur de prétendus plans de paix qui n'en sont pas. La conduite efficace de cette bataille exige au contraire qu'on décrédibilise ces projets, en dévoilant leurs objectifs véritables.

Le pouvoir israélien dans les territoires occupés depuis 1967 s'emploie à poursuivre le plan d'expansion de la colonisation sioniste. Dans un premier temps ce système a donné l'impression d'être capable de parvenir à ses fins, la gestion peureuse de la quotidienneté dans les territoires occupés par les notabilités et la bourgeoisie commerçante paraissant acceptée par le peuple palestinien. L'OLP éloignée de la région après l'invasion du Liban par l'armée israélienne (1982) paraissait ne plus avoir les moyens – de son exil lointain de Tunis – de remettre en cause l'annexion sioniste.

La première *intifada* qui éclate en décembre 1987 exprime l'irruption sur la scène des classes populaires, et singulièrement de ses segments les plus misérables, confinés dans les camps de réfugiés. Israël réagit avec la brutalité coloniale qui définit sa nature ; mais ne parvient ni à rétablir son pouvoir policier efficace ni à remettre en selle celui des classes moyennes tampons palestiniennes peureuses. Au contraire *l'intifada* appelle un retour en masse des forces politiques en exil, la constitution de nouvelles formes locales d'organisation et le ralliement des classes moyennes à la lutte de libération engagée. *L'intifada* a été le fait de jeunes – *Chebab al intifada* – au départ non organisés dans les réseaux formels de l'OLP, mais pas davantage concurrents hostiles à ceux-ci. Les quatre composantes de l'OLP (Fath, dévoué à son chef Yasser Arafat, le FDLP et le FLP, le Parti communiste) se sont

immédiatement engouffrés dans *l'intifada* et de ce fait ont gagné à eux la sympathie de beaucoup de ces *Chebab*. Les Frères musulmans dépassés par leur faible activité durant les années précédentes en dépit de quelques actions du Jihad islamique faisant son apparition en 1980 cédaient la place à une nouvelle expression de lutte – le Hamas, constitué en 1988.

Bien que cette première intifada ait donné après deux ans d'expansion des signes d'essoufflement tant la répression israélienne a été violente (usage d'armes à feu contre des enfants, fermeture de la « ligne verte » aux travailleurs palestiniens, source devenue exclusive de revenus pour leurs familles en attendant la construction du Mur), la scène était montée pour une « négociation » dont les Etats-Unis ont pris l'initiative conduisant à Madrid (1991) puis aux accords dits de paix d'Oslo (1993). Ces accords ont permis le retour de l'OLP dans les territoires occupés et sa transformation en une « Autorité palestinienne » (1994).

L'Autorité palestinienne ne devait être qu'un faux Etat – comme ceux des Bantoustans -, en fait la courroie de transmission de l'ordre sioniste. Rentré en Palestine, l'OLP devenue Autorité est parvenue à rétablir son ordre, non sans quelque ambiguïté. L'Autorité a absorbé dans ses nouvelles structures la majeure partie des *Chebab* qui avaient coordonné *l'intifada*. Elle est parvenue à se donner une légitimité par la consultation électorale de 1996, à laquelle les Palestiniens ont participé en masse (80%), tandis qu'Arafat se faisait plébisciter président de cette Autorité. Faisant preuve d'une grande maturité politique toutes les composantes de l'éventail politique palestinien (Fath, FDLP, FPLP ? parti communiste, Hamas) ont refusé de polémiquer au cours de cette campagne, transférant le choix des électeurs sur des personnes qui indépendamment de leurs sympathies partisans, avaient fait preuve de dévouement et d'efficacité dans la lutte.

Le panarabisme officiel des pouvoirs populistes a été un moment dépassé sur sa gauche par le mouvement des *qawmiyin*, un rassemblement de jeunes révolutionnaires, imprégnés de marxisme, de maoïsme et de guévarisme, à l'origine de la constitution des partis radicaux de Palestine (Front Démocratique de Naïef Hawatmeh et Front Populaire de George Habache), de la révolution populaire au Yémen du Sud et de la guerre du Dhofar. (...) Ce « foquisme » arabe s'est éteint comme celui de l'Amérique latine.

Dans le monde arabe, le sentiment populaire d'appartenance à une même communauté culturelle sinon à une même « nation » au sens strict du terme est une réalité qui, au cours des dernières décennies, est devenue forte. On aurait pu espérer qu'il se soit imposé par là même comme le fondement d'une coopération sérieuse entre les Etats arabes, voire même qu'il ait contraint ceux-ci à s'engager sur la voie de la construction d'une unité politique d'un modèle quelconque (confédéral, fédéral unitaire). Il n'en est rien.

Les efforts d'intégration dans la région ont donc emprunté d'autres voies. Il s'est agi dans un premier temps d'un panarabisme triomphant au milieu des années 1950, marqué par le déclenchement de la guerre de libération en Algérie, jusqu'à la défaite de la troisième guerre israélo-arabe en 1967 de tentatives de réaliser cette unité – fût-elle partielle au départ – par la mobilisation de moyens politiques puissants, dont l'unité Egypte-Syrie fusionnées dans la République Arabe Unie (1957-1961) a constitué le moment fort. L'échec de cette forme d'unification arabe a certainement sonné le glas de cette stratégie nasséro-baathiste, laissant la place libre à l'exacerbation des animosités, voire des conflits, entre les gouvernements de voisins immédiats (Algérie-Maroc, Syrie-Irak, Arabie saoudite-Yémen, Irak-Koweït).

Simultanément, à partir de 1973, la manne pétrolière a paru prendre le relais de la volonté politique radicale du populisme panarabe. Cette manne s'est en effet accompagnée d'un immense mouvement de migrations internes allant des pays pauvres (Tunisie, Egypte, Soudan, Palestine, Liban, Syrie, Yémen) vers les pays pétroliers riches (Libye, pays du Golfe). mais, se sentant menacés par cette « invasion » les pays du Golfe ont réagi comme on le sait en substituant progressivement une main-d'œuvre asiatique en provenance du Pakistan, de l'Inde, des Philippines. La manne pétrolière a par ailleurs financé des transferts publics considérables. Mais ceux-ci, loin d'être conçus comme la condition de projets intégrateurs ont été dans l'ensemble gaspillés dans la consommation privée des classes dirigeantes et la consommation publique des Etats subventionnés. C'était tout à fait prévisible : les pouvoirs ultra-conservateurs des pays du Golfe agissent comme des courroies de transmission des exigences de la mondialisation libérale et de l'hégémonisme des Etats-Unis qu'ils n'ont jamais conçu remettre en question.

Au contraire avec l'installation militaire américaine permanente dans la région après la guerre du Golfe de 1990-1991, les régimes en question sont devenus des quasi-protectorats des Etats-Unis. Le soutien financier parallèle aux courants dominants de l'Islam politique, qui leur font allégeance, complète l'image négative des effets de la manne pétrolière, puisque l'Islam politique refuse de s'intéresser à l'unité arabe pour lui substituer l'appel à « *l'Umma musulmane* ». On fait en arabe à propos de cette manne un jeu de mots intraduisible en disant que la manne (*al fawra*) a pris la place de la révolution (*al thawra*). Enfin la manne pétrolière a pu financer ici ou là certains investissements privés. Mais ici encore ceux-ci se sont parfaitement inscrits dans le cadre de politiques de renforcement de bourgeoisies compradores parasites, qui elles aussi ne conçoivent pas d'avenir hors de la mondialisation libérale. Dans ces conditions la régionalisation/intégration dans le monde arabe n'a pu faire aucun progrès digne de ce nom au cours des trois dernières décennies.

L'image de foules de barbus prosternés et de cohortes de femmes voilées inspire des conclusions un peu trop rapides concernant l'intensité de l'adhésion religieuse des individus. On mentionne rarement les pressions sociales exercées pour obtenir ce résultat ; les femmes n'ont pas choisi le voile, on le leur impose avec la pire violence ; se faire remarquer par son absence à la prière coûte presque toujours le travail, parfois la vie. Les amis occidentaux « culturalistes » qui appellent au respect de la diversité des convictions se renseignent rarement sur les procédés mis en œuvre par les pouvoirs pour donner l'image qui leur convient. Il y a certes des « fous de Dieu ». Sont-ils en proportion plus nombreux que les Catholiques d'Espagne qui défilent à Pâques ? Ou que les foules innombrables qui aux Etats-Unis écoutent les téléprédicateurs ?

La région en tout cas n'a pas toujours donné cette image d'elle-même. Au-delà des différences de pays à pays, on peut identifier une grande région qui va du Maroc à l'Afghanistan, intègre tous les peuples arabes (à l'exception de ceux de la péninsule arabique), les Turcs, les Iraniens, les Afghans et les peuples d'Asie centrale ex-soviétique, dans laquelle les potentiels de développement de la laïcité sont loin d'être négligeables. La situation est différente chez d'autres peuples voisins, les Arabes de la péninsule ou les Pakistanais. Dans la région concernée, les traditions politiques ont été fortement marquées par les courants radicaux de la modernité : les Lumières, la Révolution française, la Révolution russe, le communisme de la III^e Internationale ont été présents dans tous les esprits et y ont occupé beaucoup plus de place que le parlementarisme de Westminster par exemple. Ces courants dominants ont inspiré les modèles majeurs de la transformation politique que les

classes dirigeantes ont mis en œuvre, qu'on pourrait qualifier par certains de leurs aspects de formes de « despotisme éclairé ».

Les expériences d'apparence extrême – les régimes dits « communistes » en Afghanistan et au Yémen du Sud – n'étaient en réalité guère différents. Tous ces régimes ont beaucoup de réalisations à leur actif, et ont, pour cette raison, bénéficié d'un soutien populaire très large. C'est pourquoi, quand bien même n'ont-ils pas été véritablement démocratiques, ils ouvraient la voie à une évolution possible dans cette direction. Dans certaines circonstances – comme celles de l'Égypte de 1920 à 1950 – l'expérience de démocratie électorale a été tentée, soutenue par le center anti-impérialiste modéré (le Wafd), combattue par la puissance impérialiste dominante (la Grande-Bretagne) et ses alliés locaux (la monarchie et les Frères musulmans). La laïcité – mise en œuvre dans des versions modérées à vrai dire – n'était pas « refusée » par les peuples ; c'était au contraire les hommes de religion qui passaient auprès de l'opinion générale pour des obscurantistes – ce qu'ils étaient dans leur grande majorité. (...) Ces projets qu'on peut qualifier de « bourgeois nationaux » étaient modernistes, laïcisants et potentiellement porteurs d'évolutions démocratiques. Mais précisément parce que ces projets entraient en conflit avec les intérêts de l'impérialisme dominant, celui-ci les a combattus sans relâche et mobilisé systématiquement à cet effet les forces obscurantistes en déclin.

On connaît l'histoire des Frères musulmans, littéralement créés dans les années 1920 en Égypte par les Britanniques et la monarchie pour barrer la route au Wafd démocratique et laïc. On connaît l'histoire de leur retour en masse de leurs asiles saoudiens après la mort de Nasser, organisé par la CIA et Sadate. On connaît l'histoire des Talibans formés par la CIA au Pakistan pour combattre les « communistes » qui avaient ouvert les écoles à tous, garçons et filles. On sait même que les Israéliens ont soutenu le Hamas à ses débuts pour affaiblir les courants laïcs et démocratiques de la résistance palestinienne.

Sans doute la société de l'Arabie saoudite n'avait-elle jamais sa sortie de la tradition lorsque fut découvert l'océan de pétrole qui gisait sous son sol. L'alliance entre l'impérialisme et la classe dirigeante archaïque, scellée immédiatement, faisait l'affaire des deux partenaires et donnait un souffle nouveau à l'Islam politique wahhabite. De leur côté, les Britanniques étaient parvenus à briser l'unité indienne en convaincant les leaders musulmans de créer leur Etat propre, enfermé par son acte de naissance même dans l'Islam politique. On observera que la « théorie » par laquelle cette curiosité a été légitimée – attribuée à Mawdudi – avait été préalablement intégralement rédigée par les orientalistes anglais au service de Sa Majesté. mais l'Islam politique aurait eu beaucoup de difficultés à franchir les frontières de l'Arabie saoudite et du Pakistan sans le soutien permanent et puissant des Etats-Unis.

L'Islam politique a été construit par l'action systématique de l'impérialisme soutenu bien entendu par les forces réactionnaires obscurantistes et les classes comprador inféodées. cela étant, la responsabilité des gauches qui n'ont ni vu ni su comment faire face au défi reste indiscutable. La mise en avant du faux contraste modernité/authenticité a constitué l'axe majeur de l'offensive obscurantiste dans laquelle l'Islam politique s'est engouffré. Faux contraste au sens que le contenu de la modernité critiquée était laissé dans le vague (s'agit-il du principe qui proclame que les êtres humains font leur histoire ou des manifestations vulgaires de la modernité capitaliste ?) tandis que l'authenticité n'invoquait guère que l'éloge du passé.

L'Égypte a l'expérience d'un mouvement paysan important qui se dessinait dans les années 1940 et 1950, alors que le modèle ancien du système coton-monarchie épuisait ses

effets d'entraînement de l'ensemble du système économique. Influencé par les communistes, le mot d'ordre « la terre à qui la travaille » s'infiltrait dans les campagnes et amorçait pour la première fois un mouvement associant paysans sans terre, paysans pauvres et paysans moyens, entraînant une série d'événements sanglants (Behietam, Koufour Negm) bien connus. La réforme de 1952 est donc venue juste à point pour désamorcer le danger de guerre civile. Mais la réforme, si elle donnait satisfaction aux paysans moyens, abandonnait les pauvres à leur sort, comme je l'ai dit. Ceux-ci ont réagi et réclamé la radicalisation de la réforme, comme en témoigne les violences du cas du village de Kamsheesh, également bien connues. La répression mise en œuvre avec la plus grande fermeté par le pouvoir – et le repli des communistes sur des positions de soutien du régime à partir de 1955-1956 – ont fermé la porte à toute velléité de radicalisation. Le mouvement qui renaît est, jusqu'à présent, celui de la paysannerie moyenne.

Un coup d'œil rapide sur l'état des lieux aujourd'hui convaincrerait facilement que rien n'a changé : le pouvoir mamelouk est toujours en place. Première ressemblance frappante avec le passé : le pouvoir suprême exercé par l'institution militaire en Algérie, en Egypte, en Syrie, en Irak (avant l'occupation américaine) ; ici disciplinée et strictement soumise à une hiérarchie respectée (Egypte), là morcelée entre de nombreux généraux en concurrence conflictuelle feutrée ou ouverte permanente (Algérie). (...) Influencée au moins en partie par l'Islam politique, nullement immunisée contre les forces centrifuges que la diversité ethnique ou confessionnelle peut alimenter, l'institution militaire n'en demeure pas moins la seule héritière du moment du nationalisme populiste des années 1950, 1960 et 1970. Elle garde de ce fait une tradition nationaliste qui n'a pas tout à fait disparu. (...) Les élections farces n'étant prises au sérieux par personne et surtout pas par les classes populaires qui s'en désintéressent, un président succède à un autre, dans le calme ou par un « coup », comme au temps des sultans, des pachas et des mamelouks, toujours menacés d'être assassinés par leurs pairs.

Sans doute au Maroc, en Arabie Saoudite et dans les Emirats du Golfe l'institution monarchique, elle-même fusionnée avec l'institution religieuse tant marocaine que wahhabite, assure-t-elle encore elle-même directement la dévolution du pouvoir suprême.

Seconde ressemblance frappante avec l'autocratie des mamelouks : l'interpénétration du monde des affaires et de celui du pouvoir. Car il n'y a pas de véritable « secteur privé », il n'y a pas beaucoup de capitalistes autonomes dans la gestion de leurs affaires, garantis dans la propriété de leurs entreprises. Le langage égyptien a forgé un autre terme pour désigner les nouveaux millionnaires de « l'ouverture économique » (*infitah*) inscrite dans la nouvelle mondialisation libérale. On précise s'il s'agit du secteur « privé » (*Khas*) – c'est-à-dire les affaires capitalistes normales et authentiques – ou du secteur « personnel » (*firdani*) c'est-à-dire des affaires qui n'existent que par la complicité des pouvoirs. Le secteur privé, quand il existe, est constitué d'entreprises moyennes plutôt malmenées par la conjoncture et le libéralisme mondialisé. Le secteur « personnel » par contre est celui dont le chiffre d'affaires grimpe d'année en année, accusant par là même le scandale de l'inégalité dans la répartition des revenus.

Troisième ressemblance : l'instrumentalisation de la légitimité religieuse conventionnelle et conservatrice. On constate sa soumission dans les faits aux intérêts impérialistes dominants, plus il s'aligne sur les exigences de la mondialisation libérale plus il tente de compenser la perte de légitimité nationale que cette soumission entraîne par le raidissement de son discours à prétention « religieuse », entrant sur ce plan en compétition avec le courant islamiste. Comme le faisaient très exactement les ancêtres ottomans et

mamelouks, au fur et mesure qu'ils cédaient aux diktats des impérialistes des siècles précédents.

Dans un premier temps le monde arabe – du moins ses centres égyptien et syrien - paraissait engagé dans une modernisation bourgeoise authentique. Mohamed Ali l'y avait préparé. La révolution égyptienne de 1919 en manifestait la première expression forte. Ce n'est pas un hasard si cette révolution s'est faite sous la bannière la plus proche de la laïcité qu'on ait connu dans l'histoire du monde arabe, en proclamant « la religion est à Dieu, la patrie à tous, et en choisissant un drapeau associant le croissant et la croix. Dans l'Empire ottoman les *tanzimat* amorçaient une évolution parallèle dont les provinces arabes ont hérité et qu'elles ont même développée après l'éclatement de l'Empire. Constitutions, codes civils, partis bourgeois « libéraux », élections parlementaires laissaient espérer qu'en dépit de toutes les faiblesses et les insuffisances qui les caractérisaient, la société s'était engagée dans la bonne direction. La minceur des résultats, en terme de développement économique et social réel, trouve facilement son explication dans la faiblesse des bourgeoisies locales face aux impérialistes de l'époque et leurs alliés réactionnaires locaux, et en conséquence l'aggravation de la crise sociale, allaient mettre un terme à ce premier moment de la modernisation ratée du monde arabe.

Le second temps fut celui du nationalisme populiste des années 1950, 1960 et 1970. Nassérisme, baathisme, révolution algérienne triomphants semblaient capables de faire reculer la crise sociale par le déploiement à la fois d'une stratégie de confrontation plus ferme avec l'impérialisme (que le soutien soviétique permettait) et de politiques de développement économique et social actives.

C'est alors que devait ressurgir l'Etat autocratique pré-moderne. Mais celui-ci fait sa réapparition alors que la société n'est plus comparable en quoi que ce soit avec celle d'il y a un siècle ou même un demi-siècle. La crise sociale aujourd'hui est incomparablement plus aigüe qu'elle ne l'était il y a cent ou cinquante ans. Non pas que la société soit dans son ensemble plus « pauvre ». Au contraire, en terme de revenu réel moyen la progression est incontestable. Non pas que la richesse y soit plus inégalement répartie qu'elle ne l'était. Au contraire, la réalité majeure concernant les transformations dans ce domaine est l'expansion des classes moyennes passées en Egypte en l'espace de cinquante ans de 5 à 30% de la population pour ses couches supérieures de 10 à 50% pour l'ensemble des catégories qui la composent (selon Galal Amin).

Mais la modernisation en question a été également celle de la pauvreté. La profondeur de la crise est à la mesure de l'urbanisation du monde arabe, qui en constitue le révélateur principal. Plus de la moitié de la population arabe est aujourd'hui urbaine. Mais ce transfert massif n'est pas le résultat d'une révolution agricole et industrielle, plus ou moins analogue à celle qui a construit l'Occident capitaliste développé ou le monde soviétique et dans laquelle la Chine contemporaine est engagée depuis plus d'un demi-siècle. Il est au contraire le résultat de l'absence de révolution agricole et de révolution industrielle. La misère rurale grandissante s'est simplement transférée dans des villes que les industries et les activités modernes sont incapables d'absorber.

La page du nationalisme populiste tournée, le système du parti unique discrédité a cédé la place à l'explosion du multipartisme, qu'on s'est empressé de saluer dans les médias mondiaux comme l'amorce d'un développement démocratique produit naturellement et évidemment par l'ouverture aux marchés comme le veut la vulgate à la mode. Le paradoxe est

que cette explosion du multipartisme s'est accompagnée d'un retour en arrière prodigieux en direction de l'autocratie de type mamelouk.

Lorsque, après la mort de Nasser (1970), Sadate décidait le tournant à droite, tout était en place pour permettre à l'Islam politique d'occuper brutalement le devant de la scène, avec le soutien de l'argent du Golfe pétrolier et celui – ouvert – de la diplomatie américaine. Le prix en était « l'ouverture » (*infithah*) amorcée par Nasser après la défaite de 1967, préparant la réintégration dans le capitalisme mondial, la rupture de l'alliance soviétique et finalement le voyage à Jérusalem (1977) puis le processus conduisant de Madrid à Oslo (1993). Il a fallu quand même encore dix ans pour que la loi institue un multipartisme « octroyé » (en 1979), limité dans un premier temps aux trois « tribunes » de la défunte Union socialiste : la gauche, le centre et la droite. La constitution inchangée octroyée et contrôlée (les « élections » doivent garantir la pérennité du pouvoir du président choisi par l'institution militaire), a été négociée avec les Etats-Unis qui lui ont apporté leur bénédiction (par l'accord de 1991 entre le gouvernement et... l'USAID !), permettant ainsi à Washington de délivrer un certificat de démocratie au pouvoir égyptien.

Il y a en Egypte près de 25 000 comités syndicaux (ils existent toujours) intégrés dans 23 syndicats unifiés à l'époque nassérienne dans une seule centrale (l'Union générale des travailleurs d'Egypte) rassemblant entre 3 et 4 millions d'adhérents réels (c'est peut-être peu par rapport aux 15 à 17 millions de salariés, mais c'est déjà beaucoup et concerne la presque totalité des salariés des entreprises modernes). Le nassérisme leur avait donné des pouvoirs réels non de participation à la direction des entreprises (ces pouvoirs n'étaient que de façade) mais de gestion de la main d'œuvre (garantie d'emploi, etc.) et de la vie quotidienne (logements, coopératives de consommation, etc.). Ayant renoncé à la « lutte des classes », la classe ouvrière était récompensée en termes d'amélioration de ses conditions matérielles. Et bien que le régime s'était assuré le contrôle de syndicats, par la nomination de fidèles aux postes de la direction nationale, à la base (dans les 25 000 comités locaux) l'esprit militant et l'influence communiste n'ont jamais cessé d'exister. Ce qui explique la faible perméabilité de la classe ouvrière, jusqu'ici, aux sirènes de l'Islam politique.

Qu'en est-il devenu aujourd'hui ? Dans un premier temps l'émigration, ouverte à partir de 1970, a certainement affaibli l'esprit militant. Pourquoi se battre pour obtenir au mieux quelques pourcents d'augmentation de salaire quand en gagner un multiple en quelques mois de travail dans le Golfe, en Libye ou en Irak ? L'émigration comme toujours encourage la poursuite de solutions individuelles et affaiblit le combat collectif.

Il n'y a plus de mouvement étudiant. Cette évolution qu'on retrouve dans presque tout le tiers-monde contemporain a sans doute des raisons complexes insuffisamment étudiées jusqu'à présent. L'expansion prodigieuse des classes moyennes, produit de la vague de libérations nationales de l'après-guerre, et en accompagnement celle des effectifs et du nombre des universités a sans doute sa part de responsabilité dans cette dépolitisation. Mais celle-ci a souvent été aidée par l'option répressive systématique des pouvoirs. C'est le cas de l'Egypte. Avant et après Nasser le pouvoir a délibérément soutenu l'installation des Frères musulmans dans l'université, pour faire barrage au communisme, financements extérieurs importants (en provenance du Golfe) à l'appui. (...) Il reste que l'université s'agite encore de temps à autre, mais désormais presque exclusivement sur la question palestinienne tandis que la critique des politiques économiques et sociales libérales a cessé de mobiliser.

La nouvelle télévision du Qatar, *Al Jazeera*, doit son succès à son ouverture à des débats animés, encore que ses canaux soient soigneusement fermés à toute critique radicale de gauche.

L'Algérie avait connu une histoire toute autre. La lutte de libération nationale a pris ici une autre dimension, conduite par le Front de Libération Nationale (FLN), un parti authentique, puissant, comparable sur ce plan aux partis communistes de Chine ou du Vietnam même s'il s'en distinguait par son idéologie (réduite en fait à la revendication nationale) par son projet sociétal (ou plutôt l'absence de celui-ci) et donc par le contenu social du pouvoir qui allait en résulter. (...) le drame trouve son origine dans la substitution rapide – dès juillet 1962, peut-être même avant, puis à l'époque de Boumediène – de l'ALN (l'armée, une armée des frontières qui n'avait pas constitué l'axe centrale de la lutte du FLN) au FLN. Placée aux sommets du pouvoir, centre exclusif des décisions finales, l'armée a tué la légitimité et la crédibilité du FLN. Le populisme algérien n'a pas survécu à Boumediène. Choissant Chadli pour lui succéder, l'armée cessait d'être unie et disciplinée, chacun de ses généraux s'emparant – à la manière mamelouk – d'un segment de pouvoirs militaro-mercantiles.

Le peuple algérien aspire à la démocratie politique et sociale plus peut-être qu'aucun autre peuple arabe (Tunisie et Liban exceptés). Une aspiration qui remonte sans doute à l'époque coloniale, à l'ambiguïté de son discours, aux formes de résistance qu'elle a produites.

Autre explosion qui annonçait la crise : l'explosion de 1988, qui fut le fait du petit peuple urbain, et notamment de ses jeunes marginalisés, sans espoir d'un avenir quelconque, dont les conditions plus que déplorables empiraient au fur et à mesure que les nouvelles politiques « libérales » abolissent les vestiges du populisme social. Ce ne fut donc ni une révolte de la « classe ouvrière », ni une « rébellion paysanne », ni un mouvement de revendication de démocratie politique des classes moyennes et des intellectuels, mais bel et bien une explosion des nouvelles catégories de victimes du capitalisme contemporain, sans tradition d'organisation, sans culture idéologique quelconque.

On comprend donc que cette explosion, qui a imposé le retour à des élections (celles de 1992) se soit soldée, comme on le sait, par l'impasse. Car les patrons du « courant islamiste » ont eu alors l'intelligence de comprendre qu'ils avaient là toutes leurs chances. Un électorat en colère, choisissant de dire « non » au pouvoir en disant « oui » aux Islamistes. Les Islamistes se posaient alors en alternative – la seule visible. Le pouvoir ayant choisi de ne pas laisser faire – fort heureusement – mais s'avérant incapable de se réformer ou n'en ayant aucune intention – fort malheureusement – l'Algérie entrait dans le cycle infernal de deux adversaires complices par leur volonté de faire en sorte que le seul choix laissé au peuple soit c'est eux, ou c'est nous ». Inutile d'en dire davantage sur les assassinats revendiqués par les Islamistes, précisément de personnalités qui pouvaient incarner le troisième et seul choix valable – journalistes, professeurs et artistes démocratiques. Inutile de rappeler que les villageois de la Mitidja massacrés permettent aux spéculateurs de l'agro-business de « racheter » - à prix nul – les meilleures terres du pays.

L'explosion de 1988 avait pourtant créé un choc tel que dès 1989 la loi autorisait la reconstitution de la vie politique. Cinquante partis politiques, 55 000 associations enregistrées. ce qui se profile, au-delà de ces chiffres qui désarment l'observateur, c'est à la

fois l'ampleur des aspirations de démocratie politique et sociale et la possibilité objective qu'elles se cristallisent autour d'une « troisième force », potentiellement la plus puissante.

Le Soudan est traversé par deux contradictions majeures qui n'ont pas trouvé de solution par les moyens de la violence mise en œuvre depuis un demi-siècle. L'islam politique – au pouvoir ici – a prouvé à son tour qu'il en était incapable. La première de ces contradictions oppose le monde rural du Nord arabo-islamique à son modèle urbain. Contradiction insoluble, comme je l'ai déjà dit, commandant l'alternance de dictatures militaires, auxquelles se rallient les confréries, et d'explosions démocratiques populaires y mettant un terme, toujours provisoirement.

La seconde contradiction oppose dans ce pays le Nord arabo-musulman au Sud qui ne l'est pas (environ un tiers de la population). Contradiction que les gouvernements sont incapables de concevoir gérer autrement que par la guerre permanente. Mais pourtant, il n'est pas difficile d'imaginer la solution à cette contradiction par la démocratie laïque, l'autonomie locale et la reconnaissance de la diversité. Solution d'ailleurs préconisée par toutes les forces démocratiques du Nord, en particulier le Parti communiste, et mise en œuvre par ces forces dans des moments très courts (ne dépassant jamais quelques mois) où elles sont au pouvoir, pour être remises en question par les forces réactionnaires qui ne manquent jamais de les renverser par la violence. Solution préconisée par les forces politiques du Sud, dont l'armée – dirigée jusqu'à récemment par John Garang – ne s'appelle pas *Sudan Peoples Liberation Army* (pas de référence à la sécession) par hasard.

L'intrusion de l'islam politique a été le résultat des lassitudes produites par la répétition des échecs, d'une injection massive de moyens financiers d'origine saoudite (canalisés par une classe mercantile liée elle-même aux confréries), et du génie tactique d'un fou de Dieu d'une ambition démesurée, avide de pouvoir (Hassan Tourabi). S'alliant directement avec la dictature militaire (de Numeiri puis de Béchir), en court-circuitant les confréries, Tourabi rêvait (ou faisait mine de rêver, ne cherchant en fait qu'à asseoir son pouvoir) de « purger » l'islam historique du pays pour le « wahhabiser » (d'où le soutien saoudi).

L'islam politique au pouvoir n'a produit ici qu'une monstrueuse aggravation de tous les problèmes. Bien entendu la rente pétrolière dont bénéficie le pays depuis quelques années a permis de financer une apparence de prospérité (immobilier, infrastructures, importations faciles), accaparée par les politiciens et les « hommes d'affaires » islamistes, donc vulnérables. Le régime n'a répondu à cette dérive que par le « laisser aller », laisser pourrir la guerre dans le Sud, laisser toutes les provinces – à majorité musulmane – de l'Ouest (Kordofan, Darfour) et de l'Est (Kassala) se gouverner toutes seules dans une demi-sécession. Le régime ne se préoccupe que de sauver les apparences en restant maître de la rue dans la capitale et les campagnes voisines immédiates. À cette fin sa réalisation principale est la création de réseaux dits de « défense populaire », « sécurité étudiante » recrutés dans le *lumpen* à la manière des pasdarans iraniens, chargés de terroriser sans plus. En prime l'application stricte de la charia dans ses dispositions les plus douteuses (amputations des « voleurs » - les petits, bien entendu), l'assassinat du théologien musulman de la libération Cheikh Mohamed Mahmoud Taha (en 1977), etc.

Le Talon d'Achille du système est son absence totale d'une forme quelconque de légitimité permettant la succession politique. (...) L'islam politique a fini par rendre inévitable la partition du Soudan. John Garang s'opposait à la sécession du Sud et combattait pour un

Soudan uni, démocratique et laïc. Il est disparu dans un accident d'avion mystérieux (assassinat peut-être perpétré par le Mossad, très actif dans la région). Le choix de son successeur – la sécession – ne rencontrait plus d'obstacle.

La monarchie du Maroc, fondée sur une double légitimité nationale et religieuse, a permis des avancées démocratiques garanties tant qu'elles auront l'heure de plaire au roi. Des avancées qui ont de surcroît l'avantage de n'être une menace ni pour les classes dominantes local, ni pour le système mondial. (...) Alors qu'ailleurs – en Egypte, en Tunisie, en Irak par exemple – les luttes de libération nationale étaient contraintes de prendre leurs distances à l'égard des monarchies locales, voire d'entrer en conflit avec elles, au Maroc les choses se sont passées d'une autre manière. L'aile conservatrice du mouvement, longtemps dominante et jamais, par la suite, réduite au négligeable, *l'Istiqlal*, ne se proposait rien de plus que de rétablir la souveraineté du Maroc et de sa monarchie. L'aile moderniste elle-même était contrainte de taire ses points de vue éventuels sur la question de la monarchie. Cette aile moderniste ne manquait pas d'assise dans le pays. De puissants syndicats ouvriers, qui le sont restés en dépit des effets d'érosion produits par la libéralisation économique et le chômage, et qui de surcroît sont parvenus à sauvegarder leur autonomie non seulement vis-à-vis de l'Etat (qui n'a jamais cherché à les domestiquer – n'étant pas un Etat populiste !) mais également vis-à-vis de ses alliés et défenseurs politiques (l'UNFP devenu USFP, le Parti communiste devenu PPS), la classe moyenne en expansion, aspirant à accéder à des parcelles de pouvoirs monopolisées par le *Maghzen* (la « Cour »), les bourgeoisies commerçantes périphériques, elles-mêmes exclues du *Maghzen*.

Le pouvoir marocain n'est donc pas confronté à de graves problèmes politiques. Les classes moyennes marocaines n'ont pas de « problème identitaire », comme on le voit dans l'Algérie voisine. Au demeurant la diversité culturelle-ethnique a été gérée par le système marocain sans provoquer de cassure dans la nation, selon le principe traditionnel de la dualité *Maghzen* (villes et campagnes voisines) / *Bled Siba* (campagnes lointaines, en majorité berbérophones), le Roi renouvelant les allégeances tribales sans jamais heurter l'autonomie des chefferies locales. Prenant l'initiative de la promotion de la culture et de la langue *Amazigi*, le système marocain n'a jamais pensé contradictoires l'arabité, l'Islam et la réalité berbère. L'Islam politique qui tente sa percée ici comme ailleurs se heurte à une légitimité religieuse du *Maghzen* qu'il n'a pas pu remettre en cause, jusqu'à ce jour tout au moins.

Mais le pouvoir est confronté à des problèmes sociaux dont la gravité ne fait que s'amplifier, aucun des gouvernements successifs du pays, même ceux qui peuvent à juste titre s'enorgueillir d'une légitimité démocratique, n'ayant tenté de sortir des ornières du libéralisme mondialisé. Ce n'est donc pas un hasard si ici également les explosions, à répétition, sont le fait des pauvres urbains, la nouvelle classe des victimes du capitalisme moderne. Explosions contenues ou réprimées avec violence, dans le silence des forces démocratiques principales. Mais jusqu'à quand ?

Conclusion

Un défi formidable

L'essentiel de ce livre (les chapitres 3 à 6) avait été écrit avant l'explosion de 2011 dont l'importance m'a conduit à placer son analyse dans un chapitre premier. Le chapitre 6 donnait déjà une analyse des conflits et des luttes dans le monde arabe qui laissait entendre

que l'explosion était prévisible et prévue par nous, sinon par tous les « observateurs étrangers ».

Pour ce qui concerne les pays de la région, quatre d'entre eux sont des candidats possibles à « l'émergence » : l'Égypte, la Turquie, l'Iran et l'Algérie. mais cette émergence ne peut acquérir la solidité nécessaire pour son inscription dans la durée que dans la mesure où les systèmes alternatifs construits par les luttes en cours dépassent l'adoption simple de postures rhétoriques anti-impérialistes, se déconnectent effectivement de la mondialisation impérialiste et se déploient en association avec le progrès social et la démocratisation de la société.

La question démocratique ne peut être réduite à la formule de la démocratie électorale représentative, elle-même en crise. Son alternative – la démocratisation de la société dans toutes ses dimensions – n'est pas seulement « difficile ». La réponse au défi n'exclut pas les formules possibles de « despotisme éclairé » (par opposition au despotisme obscurantiste ou au despotisme policier tout court) qui ont connu de beaux jours dans le passé lointain et proche et n'ont toujours pas épuisé leur potentiel de renouvellement. Mais la démocratisation peut également permettre davantage quand elle est associée au progrès social et s'inscrit dans la construction d'un monde multipolaire authentique.

Les formules de l'adversaire, le capital des monopoles mondialisés, s'articulent dans les périphéries (le Sud) autour de quelques variantes peu différentes les unes des autres : la dictature policière sans projet (le modèle dominant des quarante dernières années), ou la dictature des théocraties (ou d'ethnocraties) conservatrices (le projet de Washington aujourd'hui), au mieux modulées par des apparences de démocratie électorale impuissante.

L'opinion « occidentale » (si ce terme a un sens) imagine trop facilement qu'il n'y a pas d'alternative autre que l'Islam politique pour les pays concernés. la crainte de tomber dans les pièges de l'islamophobie invite trop facilement à « accepter » cette triste alternative, qui n'en est pas une. (...) On rappelle à satiété à cet effet que dans l'Iran islamique l'âge de mariage des filles a avancé, comme l'entrée des femmes sur le marché du travail, on reconnaît le recul de l'analphabétisme et de la mortalité infantile, la croissance des effectifs d'étudiants, etc. Ces faits, certes non sans importance, mais que l'on retrouve partout (en Égypte par exemple), traduisent simplement le fait qu'aucune société n'échappe intégralement à certaines exigences minimales de « l'évolution du monde moderne ».

L'échec de l'Iran, incapable de s'imposer comme puissance émergente, n'est pas sans rapport avec l'idéologie islamiste qui n'imagine guère un système économique autre que celui du marché en place, encore faut-il préciser dans une version misérable (le « bazar »), comme l'écrit Saeed Rahnema (Iranian Human Rights Society, Toronto, 25 novembre 2010), ou comme je l'ai écrit pour la Somalie (*Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie ?* Pambazuka, février 2011). Il n'en est pas différemment en Égypte avec les Frères musulmans. Ce modèle « d'économie de marché misérable et dépendante » est parfaitement compatible avec une interprétation tout autant lamentable de la *charia*, réduite à la mise en pratique de formes brutales de la soumission des femmes et de l'application de la loi pénale. La bataille pour la laïcité conditionne, dans le monde musulman comme ailleurs, la possibilité d'avancées sociales et démocratiques, elle-même condition d'une émergence durable des nations et des peuples concernés.